

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES MESURES PRISES
POUR REMÉDIER AUX INCONVÉNIENTS
RÉSULTANT DE LA
PERTE OU DU VOL DES TITRES
AU PORTEUR OU NOMINATIFS
DANS LES RÉGIONS ENVAHIES
(Loi du 4 Avril 1915)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 7 Février 1917, à 1 heure 1/2

PAR

ROBERT TISSERAND

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur

Suffragants { *M. LE POITTEVIN, professeur*
M. PERCEROU, professeur adjoint

✱

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY

Anc^{ne} Mais^{on} Larose et Forcel
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1917

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LES MESURES PRISES
POUR REMÉDIER AUX INCONVÉNIENTS
RÉSULTANT DE LA
PERTE OU DU VOL DES TITRES
AU PORTEUR OU NOMINATIFS
DANS LES RÉGIONS ENVAHIES
(Loi du 4 Avril 1915)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 7 Février 1917, à 1 heure 1/2

PAR

ROBERT TISSERAND

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur
Suffragants { M. LE POITTEVIN, professeur
 { M. PERCEROU, professeur adjoint



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Avec M^{son} Larose et Forcel
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1917



LES MESURES
PRISES POUR REMÉDIER AUX INCONVÉNIENTS
RÉSULTANT DE LA
PERTE OU DU VOL DES TITRES
AU PORTEUR OU NOMINATIFS
DANS LES RÉGIONS ENVAHIES
(Loi du 4 Avril 1915)

INTRODUCTION

Les propriétaires de valeurs mobilières, en Belgique et dans les régions du Nord et de l'Est de la France envahies par l'ennemi, ont été gravement atteints dans leurs intérêts par la guerre. A l'approche de l'ennemi, ils ont dû quitter précipitamment leur domicile, fuyant l'incendie, le pillage et la destruction, procédés de lutte imposés par un adversaire implacable. Beaucoup de valeurs mobilières, titres nominatifs ou au porteur, ont été ainsi abandonnées au pillage ou à l'incendie, ou encore, déposés dans des Banques, ces titres n'ont pu être retirés par leurs propriétaires, l'imminence du péril obligeant ceux-ci à un départ précipité. Il était indispensable que le législateur intervint pour couvrir de sa protection les propriétaires dépossédés.

Ceux-ci avaient assurément la ressource de recourir aux lois du 15 juin 1872 et du 3 février 1902; mais ces lois, écrites pour une période de paix, et de régularité dans les relations économiques entre les individus, ne peuvent pas convenir pour une période de guerre, pendant laquelle le jeu régulier des institutions est bouleversé par la tourmente. Les lois de 1872 et de 1902 ont, en effet, l'inconvénient d'imposer à ceux qui invoquent leur application une procédure longue et onéreuse, ainsi que compliquée. Or, suivant la remarque faite par M. Jules Roche dans l'exposé des motifs de la proposition due à son initiative, qui est devenue ensuite la loi du 4 avril 1915, il était urgent « non seulement d'empêcher des opérations frauduleuses qui menacent les légitimes propriétaires, quels que soient les efforts et les sacrifices consentis spontanément par les agents de change et leur syndicat, chargé pour sa part de l'exécution des lois sur l'opposition; mais encore de rendre aux propriétaires la jouissance de leurs biens. » (*J. O.*, Doc. Parl., Chambre, 1915, Annexe, N° 554, à la séance du 28 janvier 1915, p. 73).

Pour comprendre la supériorité de la procédure rapide, facile et immédiatement efficace, instituée par la loi du 4 avril 1915, et rechercher en quoi cette loi répond mieux que celles de 1872 et de 1902 à la protection des propriétaires dépouillés de leurs titres, il est indispensable de retracer d'abord brièvement

le mécanisme des lois de 1872 et de 1902. Nous rappellerons donc sommairement les principes généraux qui dominent ces deux lois; puis nous donnerons un aperçu des mesures provisoires qui ont été prises dès le début de la guerre, avant la loi du 4 avril 1915, dans le but de venir en aide aux malheureuses victimes des dépradations allemandes; enfin, nous examinerons le mécanisme de la procédure plus rapide instituée par la loi nouvelle pour rentrer en possession des nouveaux titres et diminuer les frais de la procédure antérieure.

Pour conclure, nous rechercherons si le législateur paraît bien avoir atteint le but qu'il désirait. Voici donc la division que nous établirons :

CHAPITRE I. — *Exposé succinct des lois de 1872 et de 1902;*

CHAPITRE II. — *Les mesures prises pour remédier à la disparition des valeurs mobilières par suite de la guerre* (mesures provisoires antérieures à la loi de 1915); puis, le système institué par cette loi.

CONCLUSION. — *Appréciation de la loi de 1915.*

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ SUCCINCT DES LOIS DE 1872 ET DE 1902

La nature même des titres au porteur expose leur propriétaire à une dépossession facile; les titres nominatifs procurent plus de sécurité à leur titulaire. Cependant celui-ci peut également en être dépossédé; mais, dans ce cas, il a le moyen, beaucoup plus facilement que les propriétaires de titres au porteur, de rentrer en possession de ses valeurs. Toutefois, tandis que la perte ou le vol de titres au porteur sont visés formellement dans leurs conséquences par les lois de 1872 et de 1902, la perte ou le vol d'un certificat nominatif ne sont pas prévus par des dispositions législatives, et les règles à suivre pour se prémunir contre les conséquences de ces événements sont du domaine de la pratique; elles ont été élaborées par les usages suivis dans les principaux établissements de crédit.

Nous examinerons, par suite, en deux Sections, les mesures prises avant la loi de 1915 en vue de la protection des propriétaires dépossédés de leurs

valeurs mobilières, suivant qu'il s'agit de titres au porteur ou de titres nominatifs.

SECTION I

PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DÉPOSSÉDÉS DE TITRES AU PORTEUR

§ 1. — *Perte des Titres et des Coupons*

Le droit commun en cette matière n'est point celui de l'article 2279 du Code Civil. Le régime insuffisant établi par l'article 2279 pour les meubles corporels en général, reposait sur cette idée que, en droit, les titres au porteur sont assimilés à des meubles corporels; il a été modifié par la loi du 15 juin 1872.

Quel était donc le régime de l'article 2279? Jusqu'en 1872, le propriétaire d'un titre au porteur, dépossédé de ce titre, se trouvait dans la situation du propriétaire de tout meuble corporel. Cette situation est la suivante : il pouvait revendiquer son titre perdu ou volé pendant trente ans contre l'inventeur ou le voleur; mais il n'avait aucun moyen d'empêcher la négociation du titre sur le marché; par suite, si le titre parvenait aux mains d'un tiers acquéreur de bonne foi, le propriétaire dépossédé ne pouvait user de la revendication que pendant les trois ans de la dépossession, et, en outre, à la condi-

tion de rembourser à cet acquéreur le prix par lui payé. D'autre part, le propriétaire dépossédé pouvait-il réserver ses droits à l'égard des établissements débiteurs? Il avait assurément la faculté, suivant le droit commun, de leur défendre de payer le capital, les dividendes ou les intérêts à tous autres qu'à lui-même. Seulement, il était dans l'impossibilité d'exiger lui-même le paiement du capital des titres en cas d'amortissement, le paiement des intérêts ou des dividendes, et surtout il ne pouvait davantage obtenir un duplicata du titre pour le négocier. Le motif pour lequel l'Etablissement débiteur pouvait refuser de payer le capital, les dividendes ou les intérêts, c'était qu'il les devait au titre lui-même, et les Etablissements soutenaient que, le titre pouvant toujours être présenté par un tiers de bonne foi, ils ne voulaient pas être exposés à un double paiement et être obligés de verser de nouveau les fonds à une seconde personne contestant la régularité du premier versement déjà effectué. En outre, la délivrance d'un duplicata aurait engendré la coexistence de deux titres correspondant à la même part sociale (s'il s'agissait d'actions), ou à la même obligation (s'il s'agissait d'une dette d'une société). Or, le tiers porteur était parfaitement excusable d'ignorer la délivrance du duplicata : aucune procédure n'était en effet organisée pour porter cette délivrance à la connaissance du public;

le droit commun résultant des articles 2279 et 2280 était donc manifestement insuffisant.

Avec le développement des valeurs mobilières, les lacunes de ces textes ne tardèrent pas à se faire sentir : il en fut ainsi à la fin du Second Empire, et surtout après les événements de 1870, qui amenèrent la disparition de nombreux titres au porteur, soustraits dans les maisons abandonnées par les propriétaires à l'approche de l'ennemi. Ce système fut jugé trop défavorable aux intérêts des propriétaires dépossédés ; il était du reste critiquable, au point de vue juridique, le titre, dans la conception française tout au moins, n'étant pas le droit lui-même, mais n'en constituant que la preuve. Et les pertes innombrables de titres survenues au cours de la guerre de 1870 ou de la Commune rendirent de toutes parts, à la suite des dépossessions, les réclamations plus pressantes. Le Gouvernement se décida en conséquence à présenter un projet, qui est devenu la loi du 15 juin 1872.

Cette loi poursuit un double but : elle tend, en premier lieu, à mieux pourvoir aux intérêts du propriétaire dépossédé. Elle tend, en second lieu, à mieux protéger les intérêts de l'acquéreur du titre qui en est porteur de bonne foi. En effet, s'il importe de protéger le légitime propriétaire, il serait excessif de laisser à l'abri de toute protection le porteur de bonne foi, et de nuire ainsi aux besoins du commerce

et aux nécessités de circulation rapide des titres au porteur. Or, la possibilité d'une revendication contre le porteur de bonne foi (art. 2280) et d'une opposition à ce que l'établissement débiteur du capital ou des intérêts du titre se libère entre les mains de ce porteur serait précisément de nature à entraîner cet inconvénient, de gêner la circulation du titre et de nuire au crédit. Le marché des titres au porteur, en effet, n'est point entouré de garanties suffisantes pour que l'acquéreur de bonne foi de ces titres, sous le régime de l'article 2279, puisse se considérer comme à l'abri d'une revendication ou d'une opposition à paiement.

En résumé, la loi de 1872, prenant l'intérêt du propriétaire dépossédé, lui donne dans certains cas et par dérogation aux articles 2279 et 2280, le droit de revendiquer le titre contre les preneurs de bonne foi sans avoir jamais à leur rembourser le prix qu'ils ont payé; de plus, elle organise toute une procédure spéciale qui fournit au propriétaire dépossédé le moyen de faire valoir ses droits contre l'établissement débiteur, d'obtenir non seulement le paiement des revenus et du capital du titre perdu, mais encore un duplicata de ce titre, lui conférant les mêmes droits que le premier. Le législateur prend, d'ailleurs, les précautions nécessaires pour que le titre original ne puisse plus faire l'objet de négociations qui exposeraient les tiers de bonne foi à des surprises.

Toutefois, la loi de 1872 n'avait pas donné de résultats absolument satisfaisants; en effet, si elle protégeait énergiquement les intérêts du propriétaire dépossédé, elle ne pourvoyait pas suffisamment à la sécurité du marché des titres au porteur. Entre les deux intérêts en conflit, elle avait résolument donné la préférence au premier, et elle sacrifiait sensiblement aux intérêts du propriétaire dépossédé ceux du tiers de bonne foi qui se rendait acquéreur du titre jeté dans la circulation. L'inconvénient de cette conception nécessita un remaniement qui fut opéré par la loi du 8 février 1902, laquelle vient d'être modifiée à nouveau par la loi spéciale et temporaire du 4 avril 1915 en ce qui concerne les valeurs perdues ou volées, par suite de faits de guerre, sur les territoires occupés par l'ennemi.

Avant de tracer les grandes lignes de cette législation de 1872 et de 1902, il convient de rappeler qu'elle laisse en dehors de son champ d'application certains titres : les rentes sur l'Etat et autres effets publics, les billets de banque, et, d'une façon générale les titres étrangers. Par contre, on admet qu'elle s'applique en principe à tous les autres, non seulement aux titres au porteur émis par les sociétés, mais à ceux émis par les départements, les communes et les établissements publics, (l'art. 16 de la loi le dit d'ailleurs expressément). En un mot, la loi de 1872 s'applique à toutes les valeurs de Bourse,

cotées officiellement ou non. D'autre part, elle accorde sa protection au propriétaire dépossédé par quelque événement que ce soit; par conséquent, bien que la rubrique de la loi vise spécialement les titres volés, elle s'applique aussi aux oppositions formées à la suite non seulement d'un vol, mais aussi d'un abus de confiance ou d'une escroquerie (Paris, 10 déc. 1904, S. 06.2.169).

Le propriétaire dépossédé est en mesure de sauvegarder son droit soit contre une négociation du titre, soit contre le paiement du capital, du dividende ou des intérêts du titre. Mais, s'il veut se prémunir contre les conséquences de la perte, en usant de la protection des lois de 1872 et de 1902, il est tenu d'une obligation essentielle, qui consiste à faire, par ministère d'huissier, une double opposition; l'une au syndicat des agents de change de Paris, pour mettre obstacle à la négociation du titre dont il a été dépossédé; l'autre, à l'établissement débiteur, pour empêcher le paiement des intérêts échus et à échoir, ainsi que du capital qui serait ou deviendrait exigible. (C'est l'opposition à paiement, art. 2 de la loi de 1872, complété en 1902). La seconde opposition rend également impossible la conversion des titres au porteur en titres nominatifs, opération que le détenteur de mauvaise foi, en vue de couvrir sa possession, pourrait être tenté d'opérer, d'autant plus facilement qu'elle ne donne droit à la perception

d'aucun droit fiscal (loi du 26 déc. 1908). Ces deux oppositions ont été soudées l'une à l'autre par la loi de 1902.

L'opposition à la négociation du titre implique une publication dans une feuille spéciale : « *Le Bulletin des oppositions* », quotidien, et cette publication est faite par le soin du syndicat des agents de change (art. 2 et 11 de la loi de 1872, modifiée en 1902).

La publication au Bulletin sera faite par le syndicat des agents de change le surlendemain au plus tard de la notification de l'opposition au syndicat.

En vue d'assurer l'accomplissement de ces formalités, le propriétaire dépossédé, qui forme opposition à négociation, doit payer une rétribution annuelle de 0 fr. 50 par numéro de titres à inscrire, payable d'avance pour l'année entière (art. 3 du décret du 10 avril 1873). L'opposition doit préciser exactement le nombre, la nature, la valeur nominale et les numéros des titres dont l'intéressé a été dépossédé. Des lois spéciales exigent même davantage : le propriétaire doit indiquer au besoin le timbre dont les titres étrangers sont revêtus ; (à cet égard, la loi du 4 avril 1915 dispense de cette énonciation du timbre). Tel est un premier rouage du mécanisme des lois de 1872 et de 1902 : notification au syndicat des agents de change de l'opposition à négociation.

Cette opposition produit un effet considérable : elle constitue de mauvaise foi tous ceux qui pour-

ront acquérir le titre par une négociation postérieure à la date de l'insertion au *Bulletin des oppositions* et elle les expose soit à une revendication du titre, soit à la restitution de la valeur du titre (si l'acquéreur s'en est dessaisi). Telle est la disposition de l'article 11, § 2.

D'après l'article 13, § 3, de la loi du 1872, modifiée en 1902, la négociation est réputée accomplie dès le moment où a été opérée, sur le livre des agents de change, l'inscription des numéros des titres vendus pour compte du donneur d'ordre et livrés par lui; c'est, bien entendu, à l'opposant qu'il appartiendra d'établir que la négociation est postérieure à l'opposition (Trib. Civil, Seine, 25 mai 1895, *Le Droit* du 3 décembre 1895). Si la négociation est antérieure à l'opposition, celle-ci est inopérante, et les règles des articles 2279 et 2280 reprennent leur empire. (Cass. 11 juin 1877, S. 78.1.445). S'il n'y a pas eu perte ou vol proprement dit, le porteur de bonne foi est complètement à couvert. Au contraire dans l'hypothèse d'une perte ou d'un vol, il est exposé pendant trois ans à l'action de l'opposant.

Toutefois d'après la loi de 1872, complétée en 1902, une exception importante est apportée à l'article 2279 : si la publication, bien que postérieure à l'inscription des titres sur les livres de l'agent de change, survient avant la livraison ou l'attribution au don-

neur d'ordre, ou à l'agent de change acheteur, l'opposant pourra, sur la demande de main-levée formée par l'agent de change, ou par tout autre ayant-droit, réclamer les titres contre remboursement du prix par application de l'article 2280. Si, au contraire, la négociation du titre perdu ou volé a eu lieu postérieurement à l'opposition, c'est-à-dire postérieurement au jour où le Bulletin est parvenu, on aurait pu parvenir, par la voie de la poste, dans le lieu où elle a été faite, elle sera sans effet vis-à-vis de l'opposant, mais le tiers porteur aura un recours contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura lieu; la responsabilité de cet agent de change sera engagée parce qu'il n'aura pas tenu compte de l'opposition à négociation; le tiers porteur pourra également contester l'opposition faite irrégulièrement ou sans droit. L'article 12 précise que l'agent de change n'encourra de responsabilité qu'à la condition que l'opposition frappant le titre lui aura été signifiée personnellement ou aura été publiée dans le Bulletin par les soins du syndicat (Cass., 5 mai 1874, deux arrêts, S. 75.1.69).

Cet article 12 vise aussi bien l'agent de change acheteur que l'agent de change vendeur. Le premier pourrait donc également être déclaré responsable devant les tribunaux, s'il avait accepté et payé les titres vendus sans vérifier s'ils étaient ou non frap-

pés d'opposition, et il n'y a pas à distinguer, à cet égard, entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères; la jurisprudence, partant de l'idée que le législateur de 1872 a voulu protéger aussi efficacement que possible les propriétaires dépossédés, applique en principe la loi de 1872 aux valeurs étrangères (Cass. 13 février 1884, S. 84.1.225; Trib. Civ. Seine, 4 mars 1907, *Journal du Notariat*, 1907, p. 365). La loi, d'après ces décisions, en déclarant sans effet vis-à-vis de l'opposant toute négociation postérieure à la publication au *Bulletin officiel*, édicte une disposition absolue, qui ne saurait être limitée sans devenir la plus illusoire des protections. En conséquence, l'étranger qui négocie en France des titres au porteur, au mépris de l'opposition qui les frappe, ne doit pas obtenir mainlevée de ces oppositions, même s'il a acheté les titres à l'étranger (Paris, 14 déc. 1883, S. 85.2.184). En outre, l'opposition régulièrement faite atteint les titres étrangers, mêmes achetés à l'étranger, s'ils n'ont été livrés et reçus qu'en France (Paris, 21 août 1882, — 83.2.117).

Ainsi, d'une manière générale, la loi de 1872 est applicable aux titres étrangers négociés en France. Et l'opposition formée au syndicat des agents de change produira à l'égard de ces titres les mêmes effets que si elle visait des titres français; les agents de change devront s'abstenir de négocier des titres étrangers frappés d'opposition. (Cass. précité,,

13 février 1884; Trib. Civ. Seine, 15 juillet 1885, *La Loi*, du 19 septembre 1885; Trib. Civ. Lyon, 19 nov. 1902, *Gaz. Pal.*, 1902.2.685). Enfin, les tribunaux vont jusqu'à appliquer la loi de 1872 dans l'hypothèse où les titres étrangers ont été négociés à l'étranger (Paris, 14 déc. 1883, S. 85.2.184; Trib. Civ. Seine, 8 août 1885, *Gaz. Pal.* 85.2.465; 1^{er} janvier 1893; *Gaz. Trib.*, 17 avril 1893). La protection accordée par la loi de 1872 aux propriétaires déposés est donc aussi étendue que possible.

D'un autre côté, et même en l'absence de toute négociation, l'opposition immobilise le titre entre les mains de tous les banquiers, agents de change ou autres dépositaires qui en seraient détenteurs. (Cass. 26 février 1913; *Gazette du Palais*, 1913.1.368). Ils ne doivent pas se dessaisir du titre au détriment de l'opposant, et, au cas où ils s'en dessaisiraient, leur responsabilité serait engagée envers le propriétaire. Il résulte de là qu'un agent de change, soucieux de faire un trafic de titres régulier, ne négocie jamais un titre sans avoir consulté au préalable le *Bulletin des oppositions*.

Il ne suffit pas que la circulation du titre soit empêchée. Pour que les droits du légitime propriétaire soient efficacement sauvegardés, il faut également prévenir les paiements effectués à son détriment par l'établissement débiteur. L'opposition à négociation est donc accompagnée d'une opposi-

tion à paiement, notifiée à l'établissement débiteur. (Art. 2 de la loi de 1872, modifié en 1902). Cette notification à l'établissement débiteur emporte opposition au paiement tant du capital (qui peut devenir exigible en cas d'amortissement), que des intérêts ou des dividendes échus ou à échoir. Si donc, en dépit de l'opposition qui lui a été régulièrement signifiée, l'établissement paie les intérêts soit à un tiers, soit même à l'opposant, il risque de payer à tort et d'être obligé de faire un second paiement; il en sera ainsi dans tous les cas où celui qui a touché les sommes exigibles aura été ensuite déclaré par la justice n'avoir aucun droit sur le titre. Aussi l'établissement débiteur soucieux de ne courir aucun risque devra retenir provisoirement le titre frappé d'opposition et remettre, en échange, un récépissé au tiers porteur. En outre, l'établissement avertit l'opposant, par lettre recommandée, de la présentation qui a été faite, en lui indiquant le nom et l'adresse du présentateur du titre. Les effets de l'opposition resteront ensuite suspendus jusqu'à ce que la justice se soit prononcée sur le conflit qui va, dès lors, s'engager entre le tiers porteur et l'opposant.

L'obligation de retenir provisoirement les titres et les coupons frappés d'opposition, qui n'est mise formellement par la loi qu'à la charge des établissements débiteurs a été étendue aux agents de change, aux banquiers et à tous autres dépositaires par l'arrêt

précité de la Cour de Cassation du 13 février 1913. Cette question de savoir si, par le seul fait de l'opposition, le titre se trouve être immobilisé entre les mains du détenteur, avait été très discutée avant l'arrêt du 13 février 1913. (Voir à cet égard, Cass., 13 février 1884, *Pandectes Françaises chron.*; Crépon, *De la Négociation des effets publics*, p. 156; Valéry, Note Dalloz, 95.2.83; Lebel et Simon, *De la perte des titres au porteur et de leur restitution*, Mémoire déposé au Congrès international des valeurs mobilières de 1900; Wahl, *Traité des titres au porteur*, tome II, n° 1658).

Le caractère fondamental de la loi du 8 février 1902 est que l'opposition à paiement ne doit jamais exister seule; elle doit toujours suivre l'opposition à négociation et elle ne produit d'effet que tout autant que celle-ci a eu lieu et l'a précédée. En effet, l'opposition à paiement, et cela à peine de nullité et d'inefficacité complète au regard de l'établissement débiteur, doit contenir copie de la quittance délivrée par le syndicat des agents de change de Paris, certifiant que le coût de la publication au *Bulletin officiel* a été versé et, par suite, que la publication de l'opposition à négociation a été faite; (art. 2). Sans cette justification, l'opposition à paiement n'aurait aucune portée. De plus, elle cesse de produire effet, même en l'absence de toute mainlevée, contre l'établissement débiteur, lorsque celui-ci reçoit du syndicat

des agents de change avis de la radiation de l'opposition.

Voici dans quelles circonstances cette radiation peut intervenir : d'après l'article 11 de la loi de 1872, si la rétribution annuelle due par l'opposant à la Chambre syndicale pour les frais de publicité au *Bulletin officiel* cesse d'être payée, la publication au Bulletin n'est pas continuée après la fin de l'année pour laquelle la rétribution a été versée. (Trib. Civ. 14 février 1895, *Gaz. Trib.*, 9 avril 1895). Et, d'après l'article 11, alinéa 4, l'établissement débiteur peut recommencer le service du titre dès qu'il a reçu du syndicat des agents de change l'avis de la radiation de l'opposition, avis que le syndicat doit envoyer d'office un mois après l'expiration de l'année pendant laquelle ont eu lieu les insertions. Il faut donc, si le propriétaire dépossédé veut continuer à bénéficier du régime de protection institué en 1872, qu'il ne néglige pas de verser de nouveau la rétribution due au syndicat des agents de change, au plus tard dans le mois qui suit la fin de l'année pour laquelle avait eu lieu la publication.

La grande innovation de la loi de 1902 est précisément d'avoir concilié l'intérêt du crédit avec celui du propriétaire dépossédé, en créant une solidarité complète entre l'opposition à circulation et l'opposition à paiement. L'opposition à paiement, isolée, est destituée d'effet. Cette réforme était depuis long-

temps réclamée pour des raisons de nécessité pratique et de respect du crédit. (Voir notamment le *Mémoire* de MM. Lebel et Simon au Congrès des valeurs mobilières de 1900, p. 49). En effet, sous le régime de la loi de 1872, qui n'avait pas solidarisé les deux oppositions, le propriétaire dépossédé, par une pensée d'économie, se bornait souvent à notifier une opposition à paiement à l'établissement débiteur, sans la faire suivre d'une opposition à négociation au syndicat des agents de change. Il en résultait que des titres, qui ne pouvaient être l'objet d'un paiement par l'établissement débiteur, continuaient, bien que frappés d'opposition, à circuler sur le marché. Celui qui, de bonne foi, achetait ces titres, ne pouvait rien toucher en présence de l'opposition à paiement, et il se trouvait avoir acquis un titre dépourvu de toute utilité. Assurément la loi sauvegardait énergiquement les intérêts du propriétaire dépossédé, mais ceux de la circulation et des tiers étaient sacrifiés. Le but recherché par le législateur : la protection du propriétaire légitime, se trouvait atteint, mais il l'était au détriment de la confiance que pouvaient inspirer les titres au porteur et il arrivait que des personnes qui s'étaient procuré un titre sur le marché n'en tiraient aucune utilité pratique, puisqu'elles n'avaient ni le moyen de percevoir les intérêts, ni celui de toucher le remboursement du capital en cas d'amortissement ou

d'exigibilité. La loi de 1902 établit donc plus de sécurité sur le marché des titres. Par suite de l'inefficacité de toute opposition à paiement qui ne serait pas précédée par une opposition à négociation, les abus antérieurement constatés ne sont plus susceptibles de se renouveler. La précaution prise met obstacle à l'acquisition, par une personne de bonne foi, d'un titre qui serait ensuite frappé d'inutilité entre ses mains. En tout cas, une personne qui persisterait à acquérir un titre frappé d'une opposition à négociation serait véritablement trop imprudente pour mériter la protection de la loi.

Quelles sont maintenant les suites de ces oppositions? Nous avons vu que, après l'opposition à négociation, le titre ne peut plus être l'objet d'aucune circulation. Si, par hasard, il a été négocié avant l'opposition, alors de deux choses l'une : ou bien l'existence d'un tiers porteur se révélera; ou bien au contraire aucune présentation du titre n'aura lieu, le tiers porteur se défiant des suites de cette présentation.

Si un tiers porteur se présente, pour toucher le montant du titré ou pour en recevoir les coupons, l'Etablissement débiteur doit, nous l'avons dit, retenir le titre provisoirement contre un récépissé remis au tiers porteur; il doit, de plus, avertir le propriétaire dépossédé, par lettre recommandée, de la présentation du titre, pour que l'opposant fasse valoir ses droits.

Si, au contraire, aucune présentation du titre ne se manifeste, les oppositions continuant d'ailleurs à être régulièrement publiées au *Bulletin officiel*, le propriétaire dépossédé ne doit pas rester indéfiniment privé des avantages de sa propriété et la loi lui fournit le moyen de toucher les dividendes ou les intérêts du titre, et même d'obtenir un duplicata du certificat dont il a été dépouillé. Seulement cette restauration de ses droits de propriétaire n'est possible que moyennant des précautions, visées par les articles 3 à 8 et 15 de la loi de 1872, modifiée en 1902. Ces précautions, sont dictées par l'intérêt de l'établissement débiteur : il importe que, s'il effectue un paiement entre les mains du propriétaire dépossédé il n'ait rien à redouter du présentateur du titre original; et qu'il soit également à l'abri, si un certificat a été délivré en duplicata au propriétaire dépouillé.

Les précautions adoptées consistent essentiellement dans les règles suivantes, qui sont dominées par l'idée qu'une autorisation judiciaire est nécessaire pour toucher les intérêts ou le capital du titre

I. — S'agit-il, pour l'opposant, de toucher les revenus ou le capital du titre? Les conditions ci-dessous sont requises : 1^o Pour pouvoir obtenir son paiement, le propriétaire dépossédé doit d'abord attendre un certain temps : il faut laisser place à une présentation possible du titre lui-même; il faut donc

qu'il se soit écoulé une année depuis l'opposition; il est, de plus, indispensable que deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution par l'Etablissement débiteur.

2^o L'opposition ne doit pas avoir été formellement contredite par un tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition, (art. 3 nouveau), la contradiction pouvant résulter d'un fait quelconque, comme la demande de paiement ou une nouvelle opposition.

3^o Les intérêts et, le cas échéant, le capital du titre ne peuvent être payés à l'opposant que si l'autorisation de les toucher lui est accordée judiciairement. Cette autorisation doit être demandée au Président du Tribunal civil du lieu du domicile de l'opposant, et, dans le cas où l'opposant habiterait hors de France, au Président du Tribunal civil du siège de l'établissement débiteur (art. 3). Ce magistrat est considéré comme présentant plus de garantie que le juge de paix au point de vue de la capacité juridique. Pour obtenir l'autorisation de toucher les dividendes, les intérêts, ou, le cas échéant, le capital des titres frappés d'opposition, l'opposant saisit le Président par une simple requête introduite par ministère d'avoué. Il y joint l'original de l'opposition et un certificat de non contradiction, rédigé sur timbre et légalisé, dont il a eu soin de demander au préalable la délivrance à l'Etablis-

ment débiteur. Le certificat indique, en même temps la non contradiction, le nombre de termes d'intérêts payés par l'Etablissement; et, de plus, il énonce les présentations de coupons qui ont pu être faites, afin de permettre au Président de statuer en connaissance de cause. Cette ordonnance ne tranche pas la difficulté au fond; le Président ne se prononce pas sur la propriété du titre; il prend simplement une mesure provisoire; le Tribunal civil seul est compétent pour statuer sur le litige entre l'opposant et le tiers porteur.

Enfin : 4^o L'opposant ne pourra toucher qu'à la condition de fournir une caution (art. 4 et 5 de la loi de 1872). Cette caution est exigée dans l'intérêt du tiers porteur qui peut être de bonne foi.

La solvabilité de cette caution s'apprécie comme en matière commerciale (art. 6); elle peut être, d'ailleurs, remplacée par un nantissement en rentes sur l'Etat ou en valeur mobilières d'une autre nature.

Si l'opposant, pour une cause quelconque, ne fournit pas de caution, il a le droit d'exiger que l'Etablissement débiteur dépose à la Caisse des Dépôts et Consignations les intérêts ou dividendes à mesure de leur exigibilité, et, en cas de remboursement, le montant du capital du titre.

Si l'opposant se borne à encaisser les intérêts, l'engagement de la caution s'étend au montant des annuités exigibles et, de plus, à une valeur double

de la dernière annuité échue (art. 4). La caution garantit pendant deux ans la restitution des paiements d'intérêts ou de dividendes faits à l'opposant par l'Etablissement débiteur; cette restitution ne serait due, cela va de soi, que si le tribunal civil jugeait que l'encaisseur n'était pas le véritable propriétaire du titre.

Si, à défaut de caution, les intérêts ont été déposés à la Caisse des Consignations, l'opposant pourra les en retirer à l'expiration de ce même délai de deux ans, et, désormais, il les percevra librement (art. 4 *in fine*). Le capital du titre frappé d'opposition peut aussi être encaissé par l'opposant. Mais alors la caution qui garantit le montant du capital du titre est tenue pendant un délai que la loi fixe à dix ans, depuis l'époque de l'exigibilité du capital, en supposant que cinq ans au moins se soient écoulés depuis l'autorisation et qu'il n'y ait pas eu de contradiction du droit de l'opposant. A l'expiration du même délai, en cas de dépôt à la Caisse des Consignations, l'opposant pourra retirer les sommes déposées par lui à cette Caisse (art. 5, al. 2).

Si toutes ces conditions ont été observées, l'Etablissement débiteur, qui s'est libéré des intérêts, des dividendes ou même du capital, entre les mains de l'opposant, se trouve à l'abri de toute demande en restitution, puisque les précautions édictées par la loi ont été prises,

II. — Enfin, au sommet de l'édifice élevé par le législateur de 1872 et de 1902, apparaît la possibilité, pour le propriétaire dépossédé, d'obtenir un duplicata de son titre, ce qui est le but convoité par lui et dont la réalisation est le couronnement de ses démarches. Ce duplicata toutefois ne peut être délivré que moyennant quatre conditions énumérées dans l'article 15 de la loi de 1872, modifiée en 1902 :

1^o Il faut d'abord que dix ans se soient écoulés depuis l'ordonnance du Président qui a autorisé l'opposant à toucher les revenus ou le capital du titre. Si, à l'expiration de cette période, aucun tiers porteur ne se révèle, il est bien probable que le titre est la légitime propriété de l'opposant.

2^o L'opposition à négociation ne doit pas avoir été contredite pendant ces dix ans.

3^o Il faut que sa publication ait été maintenue au *Bulletin officiel* par les soins de la Chambre syndicale des agents de change de Paris pendant le même intervalle. L'opposant justifie de la durée de cette publication en produisant à l'Etablissement débiteur un certificat que lui délivre la Chambre syndicale des agents de change.

4^o L'opposant doit justifier du paiement anticipé d'une publication supplémentaire; cette publication est faite au *Bulletin officiel*, à la rubrique des Titres frappés de déchéance, pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachés

au titre, sans que cette publication puisse, en aucun cas, avoir une durée inférieure à dix ans (art. 15). Cette publicité a pour but d'empêcher un tiers de bonne foi d'acquérir le titre originaire qui désormais devient inefficace et sans valeur. Le décret du 8 mai 1902 porte, à ce sujet, que le coût de la publication supplémentaire est fixé à 0 fr. 25 par numéro de valeur et par an, pour la seconde période de dix ans.

Quand le duplicata est délivré, le titre original est par là même frappé de nullité; seulement le public doit être informé de la délivrance du duplicata; c'est pour ce motif que, pendant dix ans, l'opposant doit publier au *Bulletin officiel* les numéros des titres frappés de nullité et en raison desquels il a obtenu des duplicata. Le duplicata conférera les mêmes droits que le titre primitif, et sera négociable dans les mêmes conditions. Si l'Etablissement débiteur refusait sans raison de délivrer le duplicata, l'intéressé devrait l'assigner devant le tribunal civil de son siège social, car la connaissance des divers litiges concernant les lois de 1872 et de 1902 appartient aux seuls tribunaux civils.

Si le duplicata a été délivré à tort, le porteur du primata a bien, en vertu de l'article 15, une action personnelle contre l'opposant et ses successeurs, mais il ne possède aucun autre recours; il ne peut donc pas agir contre d'autres personnes et notam-

ment contre le tiers de bonne foi qui aurait acquis le duplicata (WAHL, *Traité des titres au porteur*, tome II, n° 1282).

Il se peut que le titre, frappé d'opposition, vienne à être amorti avant que l'opposant ait obtenu un duplicata. En pareil cas, l'Etablissement débiteur doit observer purement et simplement la disposition de l'article 5, qui l'oblige à fournir caution. En effet, par suite de l'amortissement, il ne peut plus être question de délivrer un duplicata prévu par l'article 15. L'article 5 demeure seul applicable. (Cf. Bézard-Falgas, *Le contentieux des oppositions sur titres*, Paris, 1908, n° 321). D'ailleurs, la délimitation entre l'article 5 et l'article 15 est très nettement marquée dans le *Mémoire* présenté par M. Poyet au Congrès International des valeurs de 1900 (*De la perte des titres au porteur et de leur restitution*, p. 14) : « L'article 5 et l'article 15 n'ont aucun rapport ensemble, écrit M. Poyet. Chacun d'eux procède d'un ordre d'idées très distinct : s'agit-il de négociations possibles en Bourse; la publicité de l'opposition entre en jeu : c'est l'article 15. S'agit-il d'un remboursement d'un titre amorti, c'est-à-dire d'un titre qui précisément ne peut plus être négocié en Bourse, la publicité n'a plus aucun rôle. Le législateur a trouvé, pour garantir les intérêts qui peuvent alors entrer en conflit, des sûretés d'un autre ordre ; c'est le cautionnement, par application de

l'article 5. A chacune des deux situations différentes correspond une situation distincte, qui est parfaitement appropriée au cas spécial qu'elle a en vue».

Il peut arriver que le duplicata soit lui-même perdu ou volé, le duplicata étant un titre au porteur aussi bien que l'original; cette nouvelle perte autoriserait le propriétaire à employer la même procédure que relativement au titre originaire, en vue de réclamer à l'Etablissement débiteur un second duplicata.

L'opposition destinée à sauvegarder les droits du légitime propriétaire du titre ne produit pas ses effets indéfiniment; elle peut disparaître par mainlevée, par radiation au même par prescription.

I. — *La mainlevée* est le mode normal d'extinction de l'opposition; elle peut être volontaire ou judiciaire; la mainlevée volontaire elle-même peut s'adresser soit au syndicat des agents de change, soit à l'Etablissement débiteur, c'est-à-dire qu'elle portera tantôt sur une opposition à négociation, tantôt sur une opposition à paiement.

Si la mainlevée est dénoncée au syndicat des agents de change, il y a lieu d'appliquer les articles 11 et 13 de la loi de 1872, complétés par l'article 6 du décret du 10 avril 1873, qui en règle l'exécution. D'après l'article 6 du décret, les intéressés

ne pourront faire cesser la publication des numéros frappés d'opposition qu'en justifiant de la mainlevée de l'opposition dans l'une des deux formes suivantes : 1^o par acte notarié; 2^o par la remise de l'original de l'opposition, ou de sa notification au syndicat, avec mention de la mainlevée, la dite mention légalisée, soit par un agent de change près la Bourse de Paris, soit par le Président du Tribunal civil, par le Préfet ou le Juge de paix du domicile de l'opposant.

D'après l'alinéa final de l'article, en cas de mainlevée partielle, c'est-à-dire ne portant que sur une partie des titres frappés, alors que l'opposition subsiste sur les autres titres, l'opposant pourra arrêter la publication partielle de son opposition par un simple acte extra-judiciaire, mais à la condition de représenter au syndicat l'original de l'opposition restreinte, ou de sa notification, et d'inscrire sur le dit original, qui continuera de rester en ses mains, mention de la mainlevée partielle par lui consentie.

Si la mainlevée porte sur une opposition à paiement, il est dans l'usage, de la part des Etablissements débiteurs, de n'accepter la mainlevée que sous l'une des trois formes suivantes : 1^o par acte sous-seing privé avec remise de l'original de l'opposition; 2^o par un exploit de l'huissier qui a dénoncé l'opposition; 3^o enfin par un acte notarié, qui peut

être en brevet. L'exploit d'huissier doit être accompagné de la remise de l'opposition.

La mainlevée judiciaire résulte d'une décision du tribunal civil, devenue définitive, (art. 17 et 18 ajoutés par la loi de 1902 à celle de 1872). Cette addition s'explique par le motif suivant : le législateur de 1872 avait été frappé surtout du préjudice causé par la perte de ses titres au propriétaire dépossédé. Mais il ne s'était pas du tout préoccupé des intérêts des personnes qui viennent à acquérir les titres et qui se trouvent en face d'oppositions faites sans droit. Cette lacune de la loi avait facilité des abus; des personnes faisaient des oppositions à paiement non fondées, qui mettaient obstacle d'une façon inattendue à l'exercice des droits de l'acquéreur du titre. Il se produisait ainsi des oppositions qui empêchaient l'acquéreur de bonne foi de toucher ses coupons à l'Etablissement débiteur, ou encore de revendre les titres qu'il avait régulièrement acquis.

« Dans l'une et l'autre hypothèse, écrit M. Poyet, le droit de notre acquéreur à obtenir mainlevée est incontestable; mais encore va-t-il falloir faire reconnaître ce droit. Bien souvent l'opposant, malgré sa mauvaise situation juridique, a été, en fait, victime; il peut mettre toute la mauvaise volonté possible à reconnaître la demande de mainlevée; il peut d'ailleurs être introuvable; il va falloir peut-être

plaider contre un insolvable; en tous cas, ce sont des frais à exposer, des lenteurs à subir, c'est une situation très fâcheuse » (Poyet, *Mémoire précité*, p. 4). Il y avait ainsi de nombreuses oppositions qui étaient formées sans motif légitime, le premier venu étant à même de faire valoir une opposition, moyennant un abonnement annuel de 0 fr. 50 par numéro inséré au *Bulletin officiel*, et sans avoir aucune justification à fournir. Toutes sortes de fraudes se trouvaient de la sorte rendues possibles : « N'a-t-on pas vu des spéculateurs raréfier tout à coup sur le marché certaines valeurs et réaliser ensuite des profits scandaleux, en employant ce moyen facile comme base de leur opération? N'a-t-on point vu des particuliers, voire même des sociétés, qui, ne voulant ou ne pouvant point payer à l'échéance, gagée par un emprunt sur titres, usaient de ce subterfuge afin d'empêcher la réalisation du gage sur lequel devait se rembourser le prêteur? Et surtout n'a-t-on point vu des héritiers soupçonneux, frapper d'opposition, au hasard, des titres dont ils avaient rencontré les numéros dans les papiers de leur auteur, sans avoir mis la main sur les valeurs elles-mêmes? » (Lebel et Simon, *Mémoire précité*, pp. 4 et suiv.).

C'est précisément cette lacune qu'est venu combler le législateur de 1902, et nous verrons, par la suite que, pour la période de guerre, le législateur de 1915 a dû prendre également des précautions

pour empêcher les oppositions faites sans droit, pratiquées par esprit de chantage, et destinées uniquement à causer un préjudice à l'acquéreur des titres. (Voir l'art. 2 de la loi du 4 avril 1915). Pour la période de paix, la loi du 8 février 1902, prévoyant des situations de ce genre, a organisé une procédure spéciale de référé, qui permet à l'acquéreur du titre frappé d'opposition d'obtenir très rapidement et à peu de frais la mainlevée de cette opposition.

Aux termes de l'article 17, il fera sommation à l'opposant d'avoir à introduire, dans le mois, une demande en revendication qui sera portée devant le tribunal civil du domicile du porteur actuel du titre. Cette sommation sera signifiée au domicile de l'opposant; elle indiquera, autant que possible, l'origine et la cause de la détention du titre, ainsi que la date à partir de laquelle le porteur est à même d'en justifier. En cas d'acquisition par achat, elle indiquera le montant du prix d'achat, et contiendra aussi copie d'un certificat délivré par le syndicat des agents de change, mentionnant la date à laquelle les titres ont paru pour la première fois au *Bulletin*; le dit certificat non soumis aux droits d'enregistrement. Si la sommation est faite à la requête d'un agent de change, elle devra contenir un extrait certifié conforme des Livres de l'agent de change, constatant l'inscription des numéros des titres avant leur insertion au Bulletin. Cette sommation contien-

dra en outre assignation à l'opposant à comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés, devant le Président du Tribunal civil du domicile du porteur, en vue d'y entendre prononcer la mainlevée de l'opposition. En résumé, la sommation que le détenteur du titre doit faire à l'opposant a un double but : obliger celui-ci à introduire dans le délai d'un mois une action en revendication du titre, et l'assigner en mainlevée de l'opposition.

L'article 18 détermine ensuite les cas dans lesquels la mainlevée devra ou pourra être ordonnée par le juge des référés. Il sera obligé de prononcer la mainlevée de l'opposition dans deux cas : 1^o Si l'opposant, au jour de sa comparution en référé ne justifie pas avoir introduit une demande en revendication; 2^o Il en sera de même, malgré la demande en revendication formée par l'opposant, si le porteur justifie, par un bordereau d'agent de change, ou par d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à l'opposition, qu'il est propriétaire des valeurs revendiquées depuis une date antérieure à celle de la publication de l'opposition, et si l'opposant n'offre pas le remboursement du prix d'achat dans les conditions prévues par l'article 2280. Enfin, la loi est allée plus loin, et elle a conféré au juge de référés le pouvoir de prononcer la mainlevée, même en dehors de toute justification de propriété de la

part du porteur, si l'opposant n'allègue à l'appui de sa demande en revendication aucun fait, ou ne produit aucune pièce de nature à rendre vraisemblable le bien-fondé de sa prétention. Par ces dispositions, rigoureuses pour l'opposant, l'usage intempestif des oppositions s'est trouvé arrêté.

L'article 18 ajoute que, sur la signification de l'ordonnance de mainlevée à la fois au syndicat des agents de change et à l'Etablissement débiteur, accompagnée d'un certificat de non-appel, le syndicat et l'établissement débiteur devront considérer l'opposition comme nulle et non avenue, et seront dégagés de toute responsabilité.

II. — Ce n'est pas seulement par la mainlevée, c'est aussi par la *radiation* que l'opposition peut disparaître. En effet, d'après l'article 11 de la loi de 1872, modifié en 1902, à défaut de paiement de la rétribution annuelle due par l'opposant à la Chambre syndicale des agents de change pour les frais de publicité au *Bulletin officiel des Oppositions*, la publication ne sera pas continuée à l'expiration de l'année pour laquelle la rétribution aura été versée, et, un mois après l'échéance de cette année, le syndicat fera parvenir à l'Etablissement débiteur la liste des titres qui n'auront pas été maintenus au *Bulletin des oppositions*. Avis lui sera donné en même temps que cette notification lui tient lieu de mainlevée

pour tout paiement de coupons, remboursement de capital, conversion, transfert, etc., et le décharge de toute responsabilité. Il appartient donc à l'opposant d'éviter la déchéance de la mesure conservatoire qu'il a prise : pour cela, il n'a qu'à renouveler la publication en faisant les versements nécessaires.

III. — Enfin, l'opposition faite ne saurait persister indéfiniment, et, en l'absence de texte spécial, elle sera éteinte par la *prescription* de trente ans, conformément à la règle générale de l'article 2262, tant à l'égard des Etablissements débiteurs et du syndicat des agents de change que des tiers acquéreurs des titres. (Voir Wahl, *op. cit.* tome II, n° 1522).

Nous avons envisagé jusqu'ici, la situation des propriétaires dépossédés de titres au porteur. Mais il se peut qu'il y ait eu perte ou vol des coupons seuls, ou des titres seuls.

§ 2. — Perte des coupons seuls

La situation est prévue par l'article 2 *in fine* de la loi de 1872, modifié en 1902. Etant donné que le coupon représente un titre au porteur, aussi bien que l'action ou l'obligation dont il est détaché, il sera remédié aux conséquences de la perte ou du vol par les mêmes précautions qui sauvegardent la

disparition du titre lui-même, c'est-à-dire par une opposition. Seulement cette opposition ne sera faite qu'à l'Etablissement débiteur du titre; il n'y a pas lieu d'en signifier une au syndicat des agents de change, puisque le coupon, à la différence du titre, n'est pas susceptible de négociation à la Bourse. L'opposition intéresse exclusivement ici l'Etablissement débiteur, puisqu'elle a pour but d'empêcher le paiement des coupons à tout autre qu'à l'opposant.

Elle est gouvernée ici par une règle particulière, que formule l'article 8 de la loi de 1872. S'il s'agissait de la perte à la fois du titre et du coupon, l'opposant devrait s'adresser à la justice, fournir caution, et, moyennant cette double condition, il serait en droit de toucher les revenus ou même le capital du titre (loi de 1872, art. 3). On a considéré que cette règle serait trop rigoureuse vis-à-vis du propriétaire qui désire toucher seulement ses coupons, c'est-à-dire des sommes généralement peu importantes et au sujet desquelles la fraude interviendra moins fréquemment qu'à l'égard du capital du titre. En conséquence, d'après l'article 8 de la loi de 1872, si l'opposition n'a pas été contredite, et qu'il s'agisse de coupons au porteur détachés du titre, l'opposant pourra, après trois années à compter de l'échéance et de l'opposition, réclamer le montant des dits coupons à l'Etablissement débi-

teur; il est dispensé de produire une ordonnance du Président du Tribunal civil et, par conséquent, de fournir une caution ou un nantissement. Le texte disant que le délai court du jour de l'échéance et de l'opposition, il en résulte que, si les coupons frappés d'opposition ne sont pas encore échus, le délai ne courra qu'à dater de leur échéance. Inversement, si les coupons étaient déjà échus lors de l'opposition, le délai ne pourra prendre cours qu'à dater de cette opposition. Il y a même des auteurs qui estiment que, sans attendre l'expiration de ce délai de trois ans, l'opposant pourrait encaisser immédiatement ses coupons, à la charge d'obtenir l'autorisation du Président et de fournir une caution égale au montant des coupons. (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, tome II, n° 641 bis; Wahl, *op. cit.*, tome II, n° 1285).

§ 3. — *Perte des titres seuls*

Il se peut, enfin, que la perte subie par le propriétaire porte seulement sur les titres. Par exemple, il s'agit de titres qui ne produisent pas d'intérêts, comme les bons à lots de Panama, ou les bons à lots d'Exposition; — ou encore les coupons n'adhèrent plus au titre, soit parce que la feuille de coupons se trouve épuisée, soit parce que le propriétaire avait détaché à l'avance ses coupons, et les

avait placés dans un endroit différent de celui où il conserve le titre.

Première hypothèse : la perte porte sur un titre qui ne produisait pas d'intérêts, ou qui ne donnait plus de dividendes. D'après l'article 8 *in fine* de la loi de 1872, modifié en 1902, le propriétaire dépossédé de titres ne donnant pas droit à des intérêts ou à des dividendes, ou à l'égard desquels il y a eu cessation des distributions périodiques, a le droit de se pourvoir auprès du Président du Tribunal civil du lieu de son domicile, afin d'obtenir l'autorisation de toucher le capital du titre dans le cas où ce capital serait ou deviendrait exigible, et aussi les intérêts échus ou à échoir, si le service des intérêts n'avait cessé que momentanément. Mais, dans ce cas, il est nécessaire que l'opposition n'ait pas été formellement contredite, dans les trois ans depuis sa date, par un tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition. Le droit de toucher le capital du titre ne peut être exercé qu'après trois ans, au lieu d'un an (délai normal); parce que, dans l'espèce, et en l'absence de coupons, le détenteur ne sera pas amené à se présenter aussi rapidement aux guichets de l'Etablissement débiteur que s'il avait des coupons à encaisser; rien de plus juste que d'allonger le délai pour permettre à toutes les contradictions de se manifester.

Deuxième hypothèse : les titres dont le proprié-

taire a été dépossédé sont démunis de coupons, soit parce que la feuille de coupons est épuisée, soit parce que le titre, dont le propriétaire avait détaché les coupons par anticipation, se trouve égaré. Cette situation est encore prévue par la loi de 1872, article 15 modifié en 1902. Le texte décide que, pour les titres qui ne portent aucun coupon, l'opposant désireux d'obtenir un duplicata devra verser au syndicat des agents de changes d'avance, le prix de la publication pendant dix ans, à la rubrique des titres frappés de déchéance. Le propriétaire conservera ses coupons pour les encaisser au fur et à mesure de leur échéance, et ce sera seulement pour toucher le montant du capital du titre, au cas où il deviendrait exigible, qu'il devra se munir d'une autorisation délivrée par le Président du Tribunal civil. Enfin, au bout de la période décennale, et par application des règles ordinaires, le propriétaire dépossédé obtiendra un duplicata de son titre. (Bézar-Falgas, *op. cit.*, n° 379).

SECTION II

PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DÉPOSSÉDÉS DE TITRES NOMINATIFS

La perte ou le vol de titres nominatifs qui ont été prévus pour la période de guerre par l'article 6 de la loi du 4 avril 1915, sont également de nature

à se présenter en temps de paix. Mais ici une observation préalable s'impose : c'est précisément au moment où il en est dépossédé que le propriétaire retrouve les principaux avantages de la forme nominative : la sécurité qu'elle procure au titulaire du certificat nominatif. Tandis que le propriétaire dépossédé d'un titre au porteur est obligé de recourir à des formalités onéreuses et compliquées pour continuer à jouir du service de son titre, le propriétaire d'un titre nominatif parvient au même résultat plus aisément, sans frais ni longueurs.

S'il s'agit d'abord d'une destruction du titre, nous rappelons qu'en vertu d'une règle générale, qui s'applique à tous les titrés, titres au porteur aussi bien que nominatifs, le propriétaire, moyennant la preuve, établie par lui, du fait matériel de la destruction, pourra se faire délivrer, à ses frais, un duplicata exactement semblable au titre primitif (Wahl, *op. cit.* tome II, n° 1242). Il appartient à la Société débitrice d'apprécier si la preuve de la destruction est suffisamment fournie, et, en cas de contestation, les tribunaux civils seront appelés à résoudre la difficulté. Le duplicata remis au propriétaire procure à celui-ci des droits absolument identiques à ceux que lui conférerait le certificat.

Il est de principe que les intérêts, les dividendes, et, le cas échéant, le capital dus au porteur d'une

valeur nominative ne peuvent être payés au titulaire que sur présentation du titre, avec justification, au moins quand il s'agit du remboursement du capital, du droit de propriété du présentateur sur le titre (Bézar-Falgas, *Traité théorique et pratique du contentieux des transferts*, 2^e édit., n^o 7).; cette justification de l'identité n'étant pas exigée quant aux versements des revenus. Il résulte de là que le propriétaire d'un titre nominatif ne court qu'un seul danger : celui de voir les revenus de son titre payés à un autre que lui, puisque l'Etablissement débiteur ne s'inquiète de l'identité du présentateur du certificat que pour le remboursement du capital inscrit sur le titre. Dès lors, pour conserver ses droits, le titulaire dépossédé procédera par voie d'opposition; il établira sa déclaration de perte sur papier timbré. Cette déclaration indique ses nom, prénoms, domicile; les numéros, le nombre et la nature des titres perdus; elle est notifiée par acte d'huissier à l'Etablissement débiteur, et elle équivaut, à l'égard de cet Etablissement, à une opposition sur les titres perdus, tant pour le service des intérêts ou dividendes que pour le transfert, la conversion au porteur et le remboursement du capital. En outre, l'Etablissement débiteur exige ordinairement l'insertion de la déclaration de perte dans un ou plusieurs journaux d'annonces légales.

Après un délai assez bref (de trois à six mois à

dater du jour de cette publication), l'Etablissement débiteur délivre au propriétaire qui n'a pas retrouvé son certificat, un duplicata qui est immatriculé sur le registre des titres au nom de l'ayant droit; il suffit de procéder pour cela à un transfert d'ordre; les frais de cette formalité, d'ailleurs peu onéreuse, incombent naturellement au propriétaire. Quelquefois, si le titre perdu était un certificat nominatif d'action, les statuts de l'Etablissement débiteur subordonnent la délivrance du duplicata à l'obligation, pour l'actionnaire dépossédé, de fournir caution pendant un certain temps, et à dater du jour de la dernière publication de perte. Cette caution pourrait être remplacée par l'engagement pris par l'actionnaire de s'interdire toute aliénation, tout transfert ou toute conversion au porteur, du duplicata, pendant la durée du délai fixé par la société (Cf. Bézard-Falgas, *Le contentieux des oppositions sur titres*, 1908, nos 422 et suiv.). La délivrance de ce duplicata n'expose l'Etablissement débiteur à aucun risque, car, si on lui réclame le paiement des coupons, le paiement est régulier du moment qu'il est fait au présentateur du titre. S'il s'agit au contraire du remboursement du capital, l'Etablissement débiteur ne se contente pas de la présentation du titre; il exige la preuve de l'identité du présentateur avec la personne dont le nom est inscrit sur le certificat. Dans l'hypothèse exception-

nelle où la société débitrice saurait que l'original existe en la possession d'un tiers, alors, pour mettre sa responsabilité à couvert, elle pourrait se refuser à délivrer le duplicata tant que l'intéressé n'a pas fait prononcer par le tribunal civil la déchéance du primata, ou constater par les magistrats la perte de ce primata.

C'est donc par des formalités dépourvues de complications que le titulaire d'un certificat nominatif perdu ou volé peut se garantir contre les conséquences de cet événement et obtenir un duplicata.

A côté des titres nominatifs, on rencontre dans la pratique des titres mixtes, c'est-à-dire des titres nominatifs dont les coupons sont au porteur. Alors, en cas de perte ou de vol de ce titre, on appliquera distributivement les deux catégories de règles que nous venons de retracer : la perte des coupons au porteur est régie par la loi de 1872, article 8 : la perte des titres nominatifs est l'objet des règles d'ordre différent ci-dessus indiquées, qui ne découlent pas de la loi, mais qui ont été constituées par la technique des sociétés financières, et par une jurisprudence soucieuse de sanctionner cette pratique.

Nous avons ainsi passé en revue les diverses mesures qui, en temps de paix, ont pour but de sauvegarder les intérêts d'un propriétaire dépossédé, soit de titres au porteur, soit de titres nominatifs.

CHAPITRE II

LES MESURES PRISES POUR REMÉDIER A LA DISPARITION DES VALEURS MOBILIÈRES PAR SUITE DE LA GUERRE

Les mesures précédentes, à raison de leur longueur, des frais qu'elles entraînent, ne pouvaient être efficaces pour empêcher les conséquences de la perte et souvent du vol de titres au porteur ou de titres nominatifs disparus, depuis la guerre, en Belgique et dans les régions du Nord et de l'Est de la France envahies par l'ennemi. Nombreux, en effet, ont été les cas dans lesquels des valeurs mobilières furent détruites dans les incendies des villes, perdues dans l'affolement d'un départ précipité, ou même volées par les ennemis. En fait, l'occupation allemande de la Belgique et du Nord de la France avait porté le plus grand préjudice à beaucoup de propriétaires de valeurs mobilières. Leur situation ne pouvait laisser indifférents les pouvoirs publics. Car des milliards se trouvaient ainsi compromis, parmi lesquels une proportion considérable de

titres appartenant à de petits ou à de moyens propriétaires, privés désormais de toute faculté, soit de bénéficier de la jouissance de leur titre, soit d'en éviter la dépossession définitive.

Aussi, dès le début de la guerre, et avant toute intervention législative, la Chambre syndicale des agents de change avait dû prendre immédiatement certaines mesures provisoires, soit en vue d'arrêter les négociations suspectes et les offres pouvant émaner de personnes autres que les propriétaires légitimes, soit en vue de fournir à ces derniers certains procédés pour sauvegarder leurs droits, quand ceux-ci n'étaient pas suffisamment protégés par les formalités résultant des lois de 1872 et de 1902.

Trois catégories de mesures furent prises ainsi d'une manière provisoire :

1^o Relativement aux ordres suspects destinés à écouler sur le marché français des titres dont la propriété légitime n'appartiendrait pas au donneur d'ordre, les règlements de la corporation des agents de change permettaient de satisfaire aux exigences de la situation et de fermer le marché de la Bourse de Paris à certaines négociations dangereuses. Il est, en effet, de principe qu'un agent de change ne doit exécuter un ordre de vente et se prêter à une négociation qu'autant que le donneur d'ordre justifie, vis-à-vis de cet officier public, de son identité et de la propriété, ou tout au moins de l'origine de la

possession du titre dont il demande la négociation. La Chambre syndicale a commencé par rappeler les prescriptions dont il s'agit à ses membres, leur recommandant de les appliquer surtout à l'égard des donneurs d'ordre étrangers, qui ne seraient pas parfaitement connus des membres de la corporation. Et, dès le mois de février 1915, c'est-à-dire peu de temps après la réouverture de la Bourse, qui avait été fermée du mois d'août au mois de décembre 1914 inclus, la Chambre syndicale adressait à ses membres des instructions très strictes à cet égard. Elle allait même jusqu'à exiger que le donneur d'ordre fût de nationalité française et possédât son domicile en France, exigence peut-être excessive parce qu'elle avait pour conséquence de fermer la Bourse de Paris même à des Français domiciliés à l'étranger. La coulisse s'était montrée un peu moins rigoureuse et avait admis les négociations sur l'ordre de ces derniers. La Chambre syndicale comprit, par la suite, qu'elle était allée un peu loin, et elle se décida à n'exiger que la qualité de Français, la condition de domicile en France étant supprimée. Cette atténuation de l'ostracisme primitif permit de recevoir à la Bourse de Paris des ordres donnés de l'étranger, et émanés de clients sujets des puissances alliées ou de puissances neutres, d'ailleurs parfaitement connus des intermédiaires officiels. Il va sans dire, toutefois, que les ordres expédiés des pays étran-

gers, ont été l'objet d'une surveillance particulière par la Chambre syndicale. (Voir à cet égard la réponse du Ministre des Finances à une question de M. Pugliesi-Conti, Député, *Information* du 25 janvier 1915 et *J. O.* du 23 janvier 1915).

2^o Quant à la protection des droits des propriétaires dépossédés, il a été recouru d'abord à des moyens de fortune, mais d'une régularité plus contestable que celle des précédents, lesquels se ramenaient en définitive à l'application pure et simple des règlements de la Chambre syndicale. Ces moyens de fortune étaient destinés à sauvegarder plus facilement les intérêts des propriétaires dépossédés, à simplifier les formalités des lois de 1872 et de 1902, avec l'autorisation du Ministre des Finances. Ces formalités devaient être simplifiées à l'égard de tous les propriétaires dépossédés qui se trouvaient hors d'état de satisfaire aux exigences multiples de la législation antérieure sur la perte ou le vol des titres.

Le danger auquel il s'agissait de porter remède au plus tôt était, en effet, le suivant : beaucoup de propriétaires de valeurs mobilières avaient quitté précipitamment leur domicile ou leur résidence, en laissant des quantités de titres soit dans leurs demeures, soit en dépôt dans les succursales des grands établissements de crédit de Lille, des départements avoisinants le Nord, ou de la Belgique. Puis, par suite de la hâte avec laquelle ces proprié-

taires avaient évacué les villes envahies, ils n'avaient pas toujours eu le temps de réunir des disponibilités considérables et, dans la plupart des cas, ils manquaient même des ressources nécessaires pour couvrir les dépenses auxquelles donnent lieu les frais d'une opposition. Il devenait donc urgent de leur faciliter les oppositions, tout en leur épargnant des frais trop lourds pour eux. En conséquence, et pour réduire les frais de la procédure, la Chambre syndicale, avec l'assentiment du Ministre des Finances (même réponse à la question posée par M. Pugliesi-Conti, *J. O.* du 23 janvier 1915), décida que les intéressés pourraient faire, par simple lettre recommandée, au lieu d'un acte d'huissier, l'opposition à la négociation de titres perdus ou volés à la suite de l'invasion, et l'efficacité d'une semblable notification a été admise même en l'absence du paiement préalable de la redevance, prévue par les lois de 1872 et de 1902, pour prix de l'insertion au *Bulletin Officiel des oppositions*, publié par la Chambre syndicale des agents de change, Ainsi, même gratuite, l'insertion au Bulletin avait désormais l'efficacité d'empêcher la négociation du titre dont le propriétaire avait été dépossédé dans les régions envahies. Toutefois, la Chambre syndicale n'accordait, par cette gratuité, qu'une faveur provisoire, car elle enjoignait à l'intéressé de régulariser sa notification par une opposition en forme après la guerre.

3° A un autre point de vue, des faveurs d'ordre fiscal étaient accordées aux propriétaires dépossédés. On sait que, par le seul fait de l'énonciation de titres étrangers dans un acte quelconque, par exemple dans un exploit d'huissier, les droits de timbre (2 % sur la valeur nominale) deviennent exigibles, s'il s'agit de titres étrangers non abonnés au timbre, ce qui est le cas des fonds d'Etats étrangers. (Loi du 28 décembre 1895, art. 57). De plus, l'énonciation de ces titres étrangers dans un acte ou même dans une lettre missive rend exigibles les amendes qui sont dues quand les droits de timbre n'ont pas été payés, ou quand le lieu, le jour du timbrage, et l'indication des droits payés ne figurent pas dans l'acte qui mentionne les titres. Or, la nécessité d'avancer des droits aussi élevés aurait constitué un obstacle aux démarches tentées par les propriétaires dépossédés afin de sauvegarder leurs intérêts. Aussi, le Ministre des Finances, déclara-t-il, à la date du 23 janvier 1915, qu'il serait sursis, pendant la durée de la guerre et pour les habitants des pays envahis, à l'exigence du timbrage des titres mentionnés dans les oppositions ou à la réclamation des amendes. Cette mesure était d'autant plus indispensable que, la plupart du temps, les possesseurs de valeurs mobilières négligent de relever les mentions relatives au timbrage qui peuvent être inscrites sur leurs titres.

Seulement, ici encore, il ne s'agissait que d'une faveur provisoire : le paiement des droits et des pénalités était simplement suspendu, mais il devait redevenir exigible à la fin des hostilités, à défaut de justification du paiement de ces impôts. « Cette restriction, remarque fort justement M. Wahl, détruisait en grande partie la faveur accordée, car, d'une part, si le porteur ne retrouvait pas ses titres, il n'avait aucun moyen de fournir la justification demandée; d'autre part, s'il les retrouvait, c'est-à-dire si les circonstances démontraient que la mesure de prudence prise par lui était inutile, et si les titres ainsi retrouvés n'étaient pas timbrés, le porteur se trouvait forcé de payer des droits et des amendes de timbre pour avoir accompli une formalité superflue; de sorte que les porteurs, à moins d'être sûrs d'avoir été dépossédés, pouvaient hésiter à faire une opposition provisoire, dès lors qu'il s'agissait de titres étrangers non abonnés au timbre » (WAHL, *La législation civile de la guerre, du 1^{er} avril au 10 décembre 1915*), *Revue trimestrielle de droit civil*, 1915, p. 760).

Les mesures indiquées ne concernaient que le marché français. Il restait à s'occuper de négociations opérées dans les pays étrangers, alliés ou neutres, négociations que les lois de 1872 et de 1902 ne peuvent pas empêcher, attendu que leur réglementation ne vise que les Bourses françaises et ne

sauraient prétendre s'appliquer à la circulation des titres sur les marchés étrangers. Comme il n'existe pas encore de législation internationale relative à la protection des propriétaires de valeurs mobilières, il a fallu, sur ce point également, recourir à des moyens de fortune (sans parler des promesses d'entente à ce sujet, échangées dans la Conférence économique internationale de juin 1916 entre les pays alliés).

L'Office International des valeurs mobilières a publié une liste des valeurs disparues par suite des pillages, des incendies ou des destructions résultant de faits de guerre, liste destinée à être répandue dans les Bourses des pays alliés ou neutres, en vue d'empêcher la négociation des titres dont il s'agit dans ces pays, malgré la diversité de leurs législations. Au surplus, la Bourse la plus importante dans les pays alliés, celle de Londres, a été fermée assez longtemps aux négociations de titres venus de l'étranger; elle s'est refusée même à se prêter aux négociations de titres sur des ordres venus des pays alliés. Ce n'est que plus récemment, à la fin de l'année 1915, que le Ministre des Finances a pu obtenir la négociation, sur la Bourse de Londres, de titres appartenant très régulièrement à des Français; ce résultat n'a été atteint qu'à la condition du concours de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre à la négociation. Il n'y a pas

lieu, d'ailleurs, de s'étonner de la sévérité déployée par la Bourse de Londres; la rigueur de cette réglementation avait pour but d'empêcher les ennemis de se procurer de l'argent à Londres en vendant, sur la Bourse de cette ville, des titres français appartenant à des portefeuilles allemands ou autrichiens.

Il n'est pas douteux que la plupart des précautions prises paraient aux dangers les plus pressants; mais, en définitive, elles ne constituaient qu'un état de fait, illégal même, car la possibilité de faire opposition par une lettre missive n'était rien moins que la violation des lois de 1872 et de 1902; le Ministre des Finances avait donné, sans doute, son assentiment au système imaginé par la Chambre syndicale des agents de change; mais la volonté d'un Ministre ne peut pas aller à l'encontre d'une loi, et, tant que les lois de 1872 et de 1902 n'avaient pas reçu de dérogation expresse pour la période de guerre, elles gardaient intact leur domaine d'application. Aussi, dans un procès entre un propriétaire dépossédé ayant sauvegardé ses droits par une simple lettre missive contenant opposition à circulation et l'acquéreur du titre, un tribunal aurait toujours pu juger irrégulière l'opposition faite sous cette forme, et apprécier qu'elle ne constituait pas l'acquéreur en état de mauvaise foi. Ce procédé devait donc recevoir la consécration législative.

De plus, l'organisation admise présentait certaines

lacunes quant à la valeur technique des procédés adoptés. Ainsi, relativement à l'opposition par lettre recommandée, il est évident qu'elle est de nature à toucher le syndicat des agents de change; seulement l'inconvénient de ce procédé est très grave. Le premier venu, soit par mauvaise plaisanterie, soit dans le but de venir en aide au propriétaire qu'il sait avoir été dépossédé, soit par esprit de chantage, peut adresser une opposition par lettre au syndicat des agents de change de Paris et empêcher toute aliénation du titre par son propriétaire légitime. Des manœuvres de ce genre avaient été remarquées en France dès l'application de la loi de 1872 et avant la réforme de 1902, qui a exigé le versement d'un droit de 0 fr. 50 par numéro de titre et par an pour l'insertion de l'opposition au *Bulletin officiel*, et qui, de plus, a entouré le propriétaire d'une protection plus efficace. En effet, avant 1902, le propriétaire victime d'une pareille manœuvre était obligé de plaider contre l'opposant, de démontrer le mal fondé de l'opposition, dans un procès engagé suivant les formes ordinaires. Or, on avait remarqué souvent le trafic de véritables chevaliers d'industrie, qui proposaient à un propriétaire, pressé, par exemple, de toucher un lot afférent à son titre, de donner mainlevée de l'opposition faite par eux moyennant une certaine somme. Le propriétaire, désireux d'encaisser le montant de son lot, et effrayé

par la perspective de la lenteur et des frais d'un procès, n'hésitait pas à verser la somme qui lui était demandée. Aujourd'hui la loi de 1902 garantit mieux le propriétaire contre des manœuvres de ce genre; elle lui permet d'appeler l'opposant, par une procédure simplifiée, en référé devant le Président du Tribunal civil, et, si devant ce magistrat, l'auteur de l'opposition ne peut justifier de son droit de propriété, sur le titre, le Président déclare l'opposition nulle et non avenue, indépendamment des dommages et intérêts, qui peuvent être réclamés par le demandeur. Ces dangers, que la loi de 1902 s'est proposé de faire disparaître, étaient de nature à se manifester de nouveau avec la pratique de l'opposition par lettre, qui se prête également à un trafic suspect. Un texte de loi devenait donc nécessaire pour exiger des précautions capables de garantir que l'opposant avait des motifs sérieux de faire valoir son droit sur le titre. Nous verrons notamment que la loi du 4 avril 1915 impose la certification de la signature de l'auteur de la lettre; cette mesure est d'autant plus rationnelle et nécessaire, quant à la justification des oppositions, que le législateur, désireux d'en rendre le mécanisme plus accessible aux propriétaires dépossédés, a décidé qu'elle serait gratuite. Or, la gratuité, imposée par les circonstances, et octroyée à bon droit aux propriétaires victimes de faits de guerre, a eu pour consé-

quence naturelle un accroissement extraordinaire du nombre des oppositions. Pendant plusieurs semaines après la promulgation de la loi, le *Bulletin Officiel des oppositions* n'a pas cessé d'être couvert d'oppositions, et encore sans pouvoir donner satisfaction à toutes les réclamations qui lui étaient adressées. Et cependant tout acheteur d'un numéro d'un *Bulletin officiel* doit y trouver la liste complète des oppositions à la négociation de la valeur qui l'intéresse, sans être contraint d'acheter toute une collection des numéros du Bulletin. Le législateur a donc très sagement agi en entourant de garanties et en subordonnant à certaines précautions le procédé des oppositions par lettre, en vue d'éviter des abus.

Nous arrivons ainsi à l'exposé d'ensemble de la loi du 4 avril 1915. Cette loi a son point de départ dans une proposition déposée le 28 janvier 1915 à la Chambre par M. Jules Roche et certains de ses collègues. (*J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1915, p. 72, annexe n° 554). La loi a été votée le 19 mars par la Chambre, le 1^{er} avril 1915 par le Sénat, et elle a été promulguée le 4 avril; elle était en effet urgente et le législateur, en présence du préjudice subi par de très nombreuses catégories de propriétaires de titres, avait compris que son intervention était nécessaire dans un bref délai.

Dans son Rapport au nom de la Commission du Budget sur cette proposition de loi (*J. O. Doc. Parl.*

Chambre, 1915, p. 187), M. Jules Roche indique brièvement et met en relief l'opportunité des mesures à prendre : « Un nombre considérable de titres et valeurs mobilières, se trouvant dans les territoires occupés par les envahisseurs, ne peuvent être représentés par leurs légitimes propriétaires, qui, non seulement n'en jouissent plus, mais risquent d'en être définitivement dépossédés par destruction ou par spoliation. Des milliards sont compromis, parmi lesquels une proportion énorme en moyenne et petites parties. Les lois du 15 juin 1872 et du 8 février 1902 ont bien établi une procédure pour empêcher la négociation des titres dérobés; mais cette procédure est complexe, lente, longue dans ses effets, onéreuse, difficile même à entreprendre pour la grande majorité des porteurs; il est urgent cependant d'empêcher les opérations frauduleuses qui les menacent. Assurément le syndicat des agents de change de Paris a fait les plus grands efforts et consenti spontanément de notables sacrifices pour faciliter autant que possible le fonctionnement des lois sur l'opposition; le Ministre des Finances, de son côté, M. Ribot, a pris diverses mesures dans le même sens, mais les insuffisances des lois existantes n'en subsistent pas moins et les obstacles de détail qu'elles soulèvent n'ont pu être entièrement supprimés. Il y a cependant urgence croissante à fournir aux propriétaires de valeurs mobilières, se

trouvant exposées par suite de faits de guerre, les moyens de se protéger contre la spoliation ou la destruction et de rentrer en jouissance provisoire de leur bien, sans être forcés d'attendre la fin des hostilités. La nécessité d'une procédure facile, simple à comprendre et à réaliser, immédiatement efficace s'impose donc ».

Pour analyser l'économie de la loi de 1915 nous examinerons, en autant de Sections, les points suivants :

- 1^o Les caractères généraux de la loi de 1915;
- 2^o Les personnes protégées par la loi de 1915;
- 3^o La procédure spéciale, comportant une simplification des formalités, instituée par la loi de 1915;
- 4^o Les faveurs spéciales accordées à certains propriétaires;
- 5^o L'extension des mesures de protection prises par la loi hors du territoire français.

SECTION I

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA LOI DE 1915

La loi du 4 avril 1915 se caractérise par les traits suivants :

- 1^o C'est une loi temporaire;
- 2^o C'est une loi d'une portée générale, quant aux personnes et quant aux titres; elle est applicable aux titres de toute nature;
- 3^o Elle ne concerne pas cependant les rentes sur l'Etat;

4° Elle vise tous les cas de disparition des titres par le fait de la guerre; 5° Elle abrège, simplifie et rend moins coûteuses les formalités antérieurement applicables.

§ 1. — *Caractère temporaire de la loi*

La loi du 4 avril 1915 est une loi essentiellement limitée et temporaire. Son effet est limité non seulement aux titres dont le propriétaire a été dépossédé par suite d'un événement de la guerre actuelle, c'est-à-dire postérieur au 1^{er} août 1914, mais aux titres dont la dépossession a eu lieu en pays envahis. Son effet est également limité dans le temps : les mesures qu'elle prévoit ont un caractère provisoire; dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités, les personnes qui ont usé de la protection instituée à leur profit par le législateur de 1915 et qui auront encore besoin de recourir à des mesures légales de garantie devront utiliser désormais le mécanisme de la procédure normale des lois du 15 juin 1872 et du 8 février 1902 (Loi du 4 avril 1915, art. 8). En conséquence, le système ne se justifiant que pendant la durée de la guerre et même six mois après, mais non indéfiniment, au bout de ce terme, les lois de 1872 et de 1902 reprendront leur application habituelle. La personne qui aura usé de la nouvelle loi sera tenue d'observer désormais les formalités ordinaires. Elle devra faire une opposition régulière

dans la forme des lois de 1872 et de 1902, d'abord au syndicat des agents de change de Paris, puis à l'Etablissement débiteur du titre dont elle a été dépossédée.

Mais la loi s'applique à tous les cas de dépossession survenus pendant la guerre; seulement, promulguée à l'occasion de la guerre de 1914, elle ne s'étendrait pas de plein droit aux guerres ultérieures que la France aurait à soutenir. Car l'article premier vise uniquement les événements de dépossession résultant de la guerre déclarée par l'Allemagne en août 1914. (Cf. WAHL, *La législation civile de la Guerre, Valeurs mobilières perdues ou volées, Revue trimestrielle de droit civil*, 1915, p. 766, n° 147). D'ailleurs, bien que le texte ne fasse allusion qu'à la guerre déclarée par l'Allemagne, il n'est pas douteux que la loi du 4 avril 1915 s'applique à tous les faits de dépossession résultant de la guerre engagée avec l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie.

§ 2. — *Portée générale de la loi*

La loi du 4 avril 1915 est une loi d'une portée générale, susceptible d'être invoquée par tous les propriétaires dépossédés, et, d'autre part, applicable aux titres de toute nature dont leurs propriétaires ont été dépossédés.

La loi est générale, d'abord, quant aux personnes;

la simplification de la procédure, les facilités accordées pour la délivrance des duplicata sont instituées au profit de tout propriétaire dépossédé par un événement de guerre. La loi, dont le but est de venir en aide aux malheureuses victimes des dépradations allemandes, accorde sa protection, non seulement aux Français, mais aux alliés et aux neutres. La loi s'applique aux faits de dépossession survenus sur les *territoires occupés par l'ennemi*. (Ces mots figurent dans le texte même de la loi). Elle ne distingue pas suivant les pays où se trouvent les titres et elle concerne aussi bien le territoire de la Belgique que le territoire français. C'est ce qui ressort, sans aucun doute, des débats parlementaires, et en particulier des paroles suivantes, prononcées à la Chambre des Députés par le Ministre des Finances : « Je fais remarquer, a déclaré le Ministre, qu'il ne s'agit pas seulement de protéger des Français qui auraient déposé des titres en Belgique, mais qu'il s'agit aussi de protéger des Belges qui ont déposé leurs titres dans les banques de leur pays, car l'article ne dit pas : « Le propriétaire français de valeurs mobilières », mais « le propriétaire », le propriétaire quelconque de valeurs mobilières. Par conséquent, un Belge, s'il a toute sa fortune dans des banques belges, sera protégé efficacement par l'article amendé comme il vient d'être dit. C'est, avant la lettre, une convention que nous faisons

avec la Belgique. Par le texte que nous vous proposons, nous protégeons en France la propriété belge, comme nous demandons que la propriété française soit protégée en Angleterre, en Belgique et ailleurs». (*J. O.*, 5 mars 1915, Chambre, Doc. Parl., p. 285).

De même que la loi ne distingue pas entre les territoires de la France et ceux de la Belgique occupés par l'ennemi, elle n'établit pas davantage de distinction entre les propriétaires de valeurs qui se trouvent sur ces territoires; elle profite à tous les Belges; sa protection s'étend en outre aux alliés et aux neutres. Légalement même, les ennemis y ont droit, ainsi que le remarque M. Wahl, (*article cité*, n° 147), mais seulement si l'on admet qu'ils peuvent intenter des actions judiciaires devant nos tribunaux, (ce qui est très discuté).

Quant aux Français, cependant, on a voulu présenter une distinction, au cours des travaux préparatoires. On a remarqué, en effet, que, depuis plusieurs années, un grand nombre de valeurs françaises (12 milliards environ) d'après les affirmations présentées dans la discussion, ont été déposés en Belgique. Or, a-t-on dit, si les dispositions de la loi s'appliquent à tout propriétaire dépossédé par un événement de guerre, même à des Français qui ont confié leur fortune à des banques belges, la loi va accorder sa protection à des valeurs émigrées, à des valeurs que leurs propriétaires avait fait passer à

l'étranger, non point assurément par suspicion contre la sécurité des coffres-forts français, mais en vue de se prémunir contre l'éventualité de l'impôt sur le revenu. En un mot, certains députés, signalant ces tentatives d'évasion fiscale, ont déclaré que les propriétaires de ces valeurs, déserteurs de l'impôt, ne méritaient aucune faveur, et ont parlé de limiter ainsi le bénéfice des dispositions de la loi en préparation aux seuls propriétaires de valeurs restées sur le territoire français. (Voir Chambre, Séance du 4 mars 1915, *J. O.* du 5, pp. 284 et suiv.).

Un pareil exclusivisme eût été excessif et eût manifesté une étroitesse de vue regrettable dans les douloureuses circonstances actuelles. Comme le remarque M. Wahl, les Français peuvent avoir eu d'autre but, en déposant leurs titres en Belgique, que de les soustraire à l'impôt sur le revenu (*article cité*, n° 150). Comment admettre, d'ailleurs, le refus de toute protection en pareil cas par le législateur français, alors que ce refus aurait pour conséquence de donner plus de sécurité aux Allemands voleurs ou pillards. Si l'amendement que nous critiquons avait été adopté, il en serait résulté un double inconvénient : d'abord, un nombre considérable de valeurs françaises passées en Belgique aurait été exposé à échapper définitivement à ses propriétaires; d'autre part, si on avait limité aux Français dépossédés de leurs titres sur le territoire français la protection

de la loi nouvelle, une autre injustice aurait été commise, cette fois envers les réfugiés belges, qui, de tout temps, ont eu des valeurs en dépôt sur le territoire français, et qui, en définitive, méritaient la même protection que les nôtres. La solution contraire aurait obligé ces réfugiés belges, privés de la protection de la nouvelle loi pour leurs propres valeurs, à recourir à la procédure normale, des lois de 1872 et de 1902; ce qu'il fallait précisément éviter.

La discussion n'en fut pas moins très vive sur ce point là, à la Chambre; les partisans d'une application large de la loi et leurs adversaires ont fini par se concilier au moyen d'une transaction congue dans les termes suivants : la faveur de la loi est accordée à tous les propriétaires sans considération du territoire sur lequel leurs valeurs ont été déposées; tous les propriétaires victimes d'événements de guerre peuvent recourir à la procédure nouvelle, que le dépôt ait eu lieu en France ou en Belgique. Seulement, les frais de la procédure seront plus lourds pour ceux qui n'avaient pas leur domicile dans les pays occupés ou envahis par l'ennemi (art. 9 et 10 de la loi); ainsi, les frais des mesures protectrices seront plus élevés pour un propriétaire français, cherchant à assurer le bénéfice de la loi à des valeurs déposées en Belgique, que pour un Français désireux d'obtenir la protection légale pour des valeurs déposées à la succursale d'un Etablissement de crédit

appartenant à une région envahie de notre territoire, ou que pour un Belge sollicitant la même protection à l'égard de valeurs dont il avait effectué le dépôt dans les banques belges. Nous reviendrons, d'ailleurs, sur ces dispositions.

Quelle que soit leur nationalité, les personnes qui peuvent demander l'application de la loi ne sont pas seulement les propriétaires dépossédés; ce sont tous ceux qui ont des droits sur le titre, et qui, par suite, sont fondés à sauvegarder ces droits. Une question avait été posée à ce sujet au Sénat, lors de la discussion, par M. Eugène GUÉRIN. Elle a été résolue par le rapporteur de la Commission, M. CHASTENET, dans les termes suivants : « Qui peut bénéficier de la loi, a-t-il dit? N'y a-t-il que les propriétaires dépossédés? celui par exemple qui a reçu le titre en nantissement pourra-t-il faire les oppositions nécessaires pour garantir le titre avec son droit? Je n'hésite pas à répondre que, si la loi que nous vous proposons n'a pas modifié en ce sens la loi de 1872, qui, elle-même, parle du propriétaire, il n'en est pas moins vrai que tous ceux qui auront intérêt à faire une opposition pour la conservation du titre y pourront recourir; non seulement celui qui a un intérêt personnel à le sauvegarder, mais encore celui qui, n'ayant aucun intérêt personnel, interviendra dans l'intérêt du propriétaire, si celui-ci n'y peut pourvoir lui-même. C'est le principe même

reconnu par notre code civil, dans les règles qu'il pose au sujet du quasi contrat de gestion d'affaires (art. 1371 et suiv.) ...Je suppose que des titres, appartenant à un prisonnier en Allemagne et laissé par lui dans des pays envahis aient fait l'objet d'un récépissé qui aura été laissé entre les mains d'une banque ou d'un ami. Je dis que cette banque, cet ami, agissant en vertu de l'article 1371, peut faire opposition et empêcher que le titre soit négocié. Bien entendu, cet ami ne pourrait recevoir les coupons des titres, ou demander un nouveau titre en raison du mandat qu'il s'est ainsi délivré à lui-même dans l'intérêt de l'absent » (Sénat, Séance du 1^{er} avril 1915, *J. O.* du 2 avril, Déb. Parl., p. 164). Ainsi les formalités prévues par la loi nouvelle peuvent être accomplies certainement par un créancier gagiste aussi bien que par le propriétaire du titre. Toutefois il paraît excessif de dire, avec le Rapporteur au Sénat, qu'un gérant d'affaires serait fondé à réclamer l'application de la loi dans l'intérêt d'un tiers. Comme le remarque très justement M. Wahl, le gérant d'affaires n'a d'action que contre le maître dont il a bien géré l'affaire, en vue de se faire indemniser des dépenses exposées par lui. Mais il ne peut exercer contre un tiers une action en paiement ou une action en revendication, parce que, n'ayant aucun droit contre les tiers, il manque de qualité à cet effet (WAHL, *art. cité*, n° 152).

Générale quant aux personnes, la loi l'est également quant aux titres qu'elle entoure de sa protection. Sa réglementation est dirigée contre la dépossession non seulement des titres au porteur, mais aussi des titres nominatifs. Elle s'applique indistinctement aux titres admis, ou non, à la cote en Bourse, et, en principe aux titres étrangers comme aux titres français. C'est la première fois qu'une loi prend des mesures pour remédier à la dépossession des titres nominatifs; les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902 ne s'occupaient point des titres nominatifs. Donc, quelle que soit leur forme, les titres dont le propriétaire a été dépossédé sont régis par la loi du 4 avril 1915. Seulement, pour les titres au porteur, l'établissement débiteur doit se conformer aux articles 3 et 4 de la loi de 1915, qui posent diverses règles dans l'intérêt du propriétaire dépossédé, tandis que le législateur de 1915 ne formule aucune règle générale relative aux moyens à employer pour obtenir la continuation du service du titre nominatif. L'article 6 dispose simplement que, s'il s'agit de titres nominatifs, le propriétaire dépossédé doit aviser la société débitrice des titres (ou les Etablissements financiers qui assurent en France le service des titres ou des coupons, s'il s'agit de valeurs étrangères), et la Chambre syndicale des agents de change dans la même forme que celle qui est prescrite à l'égard

des valeurs au porteur. Pour le paiement des coupons, le remboursement éventuel du capital et la délivrance des nouveaux titres, le propriétaire dépossédé devra se conformer aux règles suivies par l'Etablissement débiteur. Nous avons indiqué *supra* quelle est, à cet égard, la pratique suivie par les sociétés de crédit; il conviendra, dans chaque espèce de se reporter aux statuts et aux règlements de chaque société.

§ 3. — *Inapplicabilité aux rentes sur l'Etat*

Si générale que soit la loi, *elle ne s'applique cependant pas aux rentes sur l'Etat*, si nombreuses cependant dans le portefeuille des Français. Les lois du 15 juin 1872 et du 8 février 1902 ne s'occupaient pas davantage de la perte ou du vol des titres de rente. Il en résulte que, d'après les principes généraux, le propriétaire dépouillé ne peut rechercher son titre qu'entre les mains du porteur et il ne peut le lui réclamer que dans les conditions fixées par les articles 2279 et 2280 (en supposant qu'il découvre ce tiers porteur; voir l'article 16 de la loi de 1872 maintenu intact en 1902). L'Etat français a considéré en effet comme de l'intérêt de son crédit que le service des rentes émises par lui pût se faire chez tous les comptables du Trésor, dans les perceptions les plus modestes aussi bien qu'à la Caisse centrale. Il ne faut pas que les porteurs de rente

soient assujettis à des vérifications, peut-être à des déplacements préalables avant d'encaisser leurs coupons. Or, l'application des lois de 1872 et de 1902 aurait comporté une opposition à paiement, faite à la Caisse centrale du Trésor et qui aurait empêché tout paiement n'importe où. Et il en serait résulté un système inextricable d'écritures et de demandes de justifications; des difficultés considérables se seraient produites, et, sans parler du retard apporté au paiement des arrérages, les percepteurs auraient été exposés à des risques d'erreur; ce qui eut constitué autant d'obstacles au crédit de l'Etat.

La proposition initiale de M. Jules Roche visait même les rentes sur l'Etat 'au porteur; mais la loi du 4 avril 1915 a restreint la portée de la proposition primitive et elle ne concerne que les valeurs mobilières autres que les rentes sur l'Etat... Lors de la discussion devant le Sénat, le Ministre des Finances a fait les déclarations suivantes : « La question, en ce qui touche les rentes françaises, est extrêmement difficile et délicate. En 1872, on n'a pas cru qu'on pût appliquer le droit commun à la rente française. Les arrérages ne sont pas, en effet, payés seulement à Paris, à la Caisse centrale; ils sont payés dans toutes les Caisses de France. Par conséquent il y a plus de 5.000 guichets ouverts où l'on paie les coupons. C'est une chose grave d'empêcher les paiements immédiats et d'exiger des vérifications préalables.

Si nos percepteurs étaient obligés de consulter un volume, — car c'est un véritable volume qui contiendrait toutes les oppositions, — ils ne pourraient payer les rentes françaises le jour où l'on présente un coupon. Cela ne serait pas sans entraîner des difficultés et des inconvénients au point de vue du crédit de la France pendant la crise qu'elle traverse. La question du coupon est donc très délicate. Je ne puis prendre, en ce qui la concerne, aucun engagement. Quant à la propriété du titre, la question est un peu différente. Le principe fondamental, depuis plus d'un siècle, c'est que la rente française n'est susceptible d'aucune opposition. On avait considéré que c'était essentiel au crédit public ». (*J. O., Sénat, 1^{er} avril 1915, Déb. Parl., p. 161*).

Les rentes sur l'Etat étant laissées sous l'empire du droit commun, l'application de ce droit commun conduit à dire que le rentier dépossédé est privé de tout droit contre l'Etat, puisque le service des arrérages ne peut être fait que sur présentation des coupons afférents au titre.

Cependant, malgré que les rentes françaises soient demeurées en dehors des lois de 1872 et de 1902, le Trésor n'a pas été jusqu'à laisser les porteurs de rentes dépourvus de toute protection, et, en fait, il consent à prendre note des oppositions qui lui sont notifiées. C'est ce qui résulte tant de la déclaration faite par le Ministre devant le Sénat à la séance

précitée, que d'une réponse formulée par lui à une question de M. PUGLIESI-CONTI, et publiée dans le *J. O.* du 24 avril 1915, p. 2557, 3^e col. Dans sa déclaration et dans cette réponse, le Ministre des Finances a donné quelques indications sur les errements suivis en cette matière par le Trésor et qui sont peu connus dans la pratique par les intéressés. En ce qui concerne les titres nominatifs, les titulaires peuvent, en cas de perte, destruction ou vol, faire opposition au transfert ou au paiement des arrérages entre les mains du directeur de la dette inscrite, cela malgré le caractère d'insaisissabilité de la rente, et l'opposition est effectuée par acte d'huissier (voir BENEZECH, *Guide pratique en cas de perte ou de vol des titres au porteur*, p. 24). En ce qui concerne les rentes au porteur, une simple déclaration de perte ou de vol adressée à la direction de la dette inscrite au Ministère des Finances, et indiquant les numéros des titres, permet au propriétaire dépossédé de faire obstacle, également, dans une certaine mesure, aux conséquences de la dépossession. Le Ministère prend note des avis de perte et les communique aux agents de change, qui retiennent le titre signalé, lorsqu'il est l'objet d'une négociation pour laquelle on s'adresse à leur intermédiaire. Seulement l'efficacité de cette opposition à l'égard des rentes sur l'Etat n'est pas la même que lorsqu'il s'agit d'autres valeurs mobilières.

A l'égard de celles-ci, il suffit, pour que la négociation soit nulle vis-à-vis du propriétaire dépossédé, que l'opposition soit antérieure et régulièrement publiée avant la négociation. Mais, en matière de rentes sur l'Etat, le propriétaire dépossédé n'est pas garanti avec la même énergie. Etant donné l'application du droit commun, si le légitime propriétaire a été dépouillé par une escroquerie ou un abus de confiance, il est complètement désarmé en face d'un acquéreur de bonne foi, (les art. 2279 et 2280 n'accordent, en effet, dans ce cas, aucune protection au propriétaire); et, si celui-ci a été victime d'une perte ou d'un vol, il ne pourra récupérer son titre que s'il le retrouve dans les trois ans de la perte ou du vol et à la condition de rembourser à l'acquéreur de bonne foi le prix d'achat payé par ce dernier.

Depuis une décision ministérielle de 1890, le Gouvernement a essayé de mieux protéger les titulaires dépossédés de rentes au porteur. D'après cette Circulaire, il peut leur être délivré de nouvelles inscriptions, mais à la charge de déposer un cautionnement égal à leur valeur, en rentes nominatives, pendant vingt ans (5 ans pour les coupons); et même, en vertu d'une autre Circulaire du 8 juillet 1900, le cautionnement peut être remplacé par une demande de conversion du titre au porteur perdu en une inscription nominative restant pendant vingt ans en dépôt au Trésor. Mais toutes ces

prescriptions ne sont point pratiques; aussi le Gouvernement a-t-il jugé opportun, spécialement en vue de la dépossession provenant d'événements de guerre, de décider qu'une opposition à paiement serait en outre possible; « les propriétaires de rentes au porteur sur l'Etat dépossédés par suite de faits de guerre pourront, moyennant une simple déclaration de perte adressée à la direction de la dette inscrite au Ministère des Finances, faire obstacle aux opérations concernant leurs titres, qui seraient demandées au Trésor » (*J. O.* 24 avril 1915 précité, et 8 juin 1915, p. 3720, col. 1). Il résulte de là que, avant 1915, les mesures de précautions officiellement admises par la Direction de la dette inscrite en faveur des propriétaires dépossédés consistaient uniquement dans une opposition à négociation. Cette opposition à négociation a été maintenue en 1915 dans la pratique de ce service, de plus, le Ministre des Finances a admis dans une certaine mesure l'opposition à paiement.

Mais alors que devient l'argument, invoqué plus haut, du crédit de l'Etat comme incompatible avec l'opposition à négociation ou à paiement? Assurément, l'opposition à circulation est de nature à porter préjudice à la circulation des titres de rente et elle n'est pas inoffensive pour le Trésor. Quiconque achète de la rente sur l'Etat peut redouter que son titre ne soit pas d'une régularité parfaite; ce qui

est de nature à inquiéter les esprits timorés et à nuire au marché de la rente sur l'Etat. Cependant, il ne faut pas exagérer les dangers susceptibles d'en résulter pour le crédit de l'Etat : la possibilité d'une opposition à circulation n'apparaît comme un péril qu'à l'égard des personnes qui font des opérations de la main à la main, sans s'adresser aux agents de change, ce qui est l'exception. On pouvait donc admettre l'opposition à négociation, tout en écartant l'opposition à paiement. Nous avons vu toutefois que le désir de sauvegarder les titulaires de rentes sur l'Etat, dont le nombre est considérable en raison des événements de guerre, a conduit le Gouvernement à admettre successivement et à titre officieux l'opposition à négociation et l'opposition à paiement, en 1915. D'autre part, l'opposition à négociation a pris en avril 1915 une valeur officielle par suite de la décision, adoptée par la Chambre syndicale des agents de change, de ne régler les clients vendeurs qu'après avoir fait vérifier au Ministère des Finances si les titres auxquels s'applique la négociation ne sont pas l'objet d'une déclaration de perte ou de vol de la part d'un propriétaire dépossédé par suite d'événements de guerre. (Voir *Le Temps* du 12 avril 1915). Ainsi un agent de change soucieux de sa responsabilité ne verse au vendeur d'un titre de rente le montant du prix de ce titre qu'après s'être assuré, à la Direction de

la dette inscrite, que le titre qu'il a vendu n'a pas fait l'objet d'une déclaration de perte ou de vol. On se trouve ainsi en présence d'une formalité de protection équivalente à l'opposition à circulation et offrant des garanties analogues à celles que cette opposition à circulation, dans la forme normale, aurait procurées aux porteurs de rentes sur l'Etat. Les agents de change ne négocient pas les titres dénoncés comme perdus ou comme volés; d'autre part, les coupons, et, le cas échéant le capital (pour les rentes amortissables appelées au remboursement) ne seraient pas remboursés par l'Etat. Seulement, il reste toujours que le tiers qui, de bonne foi, acquiert le titre en devient propriétaire. Puis le Ministre a fait des réserves en ce qui concerne le paiement des coupons (Sénat, séance du 1^{er} avril 1915, *J. O.* du 2, Déb. Parl., p. 164), de sorte qu'on peut douter que, vis-à-vis des coupons, la déclaration faite au Ministère des Finances produise un effet efficace.

Au surplus, la loi du 26 décembre 1914, sur la réparation des dommages de guerre, pourra être invoquée par les porteurs de toutes valeurs mobilières, et plus encore par les titulaires de rentes sur l'Etat dépossédés pour faits de guerre. Le propriétaire dépossédé, par suite d'une soustraction, de titres de rentes sur l'Etat qui lui ont été enlevés soit dans son appartement personnel, soit dans un Etablissement de crédit, pourra, à l'occasion de cette

perte, faire une déclaration semblable à celle qu'il ferait pour la destruction de ses autres biens. Assurément cette déclaration serait également possible relativement aux autres valeurs mobilières disparues pendant la guerre dans les régions envahies; seulement, ces valeurs-là étant déjà protégées par les lois de 1872 et de 1902, la réparation des dommages de guerre pourra ne pas jouer en ce qui les concerne, les lois de 1872, de 1902 et du 4 avril 1915 étant de nature à dédommager plus efficacement la victime de la dépossession. Au surplus, il convient d'ajouter que, même avec la réparation à titre de dommage de guerre, le propriétaire n'obtiendrait pas encore tout ce à quoi il a droit, car, outre le montant des coupons échus, il a besoin d'obtenir un nouveau titre pour pouvoir toucher les coupons à venir.

La question de la perte ou du vol des rentes sur l'Etat soulève donc de très sérieuses difficultés, et, malgré le souci que tout législateur doit avoir du crédit de l'Etat, il a l'obligation, en portant secours aux propriétaires dépossédés de leurs valeurs mobilières dans les pays envahis, de ne pas faire de distinction suivant la nature de ces valeurs, de ne pas établir de catégories entre les personnes à protéger, et d'accorder à tous ceux qui sont également frappés par la calamité actuelle une sauvegarde équivalente.

Aussi le législateur a-t-il pensé, par la suite,

que les garanties données aux rentiers dépossédés de leurs titres n'étaient peut-être pas assez énergiques : une proposition nouvelle, concernant les propriétaires de rentes françaises dépossédés par le fait de la guerre, a été déposée par M. Jules ROCHE et plusieurs de ses collègues le 4 juin 1915 (*J. O. Doc. Parl., Chambre, 1915, pp. 507 et suiv., Annexe n° 1065*). Cette proposition a donné lieu à un rapport de M. Jules ROCHE (*J. O. Doc. Parl., Chambre, 29 juin 1915, pp. 691 et suiv.*). Dans son rapport, M. Jules ROCHE constate, une fois de plus, l'insuffisante protection accordée aux porteurs de rentes françaises, et il en déduit que l'Etat français ne saurait logiquement demander aux Etats étrangers de protéger leurs créanciers français plus efficacement qu'il ne protège ses propres créanciers; ce qui constitue une entrave à l'entente internationale désirable pour que la loi du 4 avril 1915 produise tous ses effets. En conséquence, concluait M. Jules ROCHE, le Gouvernement français, pour ouvrir immédiatement et avec confiance des négociations avec ses alliés et avec les neutres eux-mêmes, devait commencer par résoudre complètement le problème de la rente française contre le vol ou la perte.

Une autre proposition, tendant au même but, a été déposée plus récemment au Sénat par M. Etienne FLANDIN; elle a fait l'objet d'un rapport déposé

au Sénat, le 12 octobre 1916, par M. MURAT (*J. O.*, Doc. Parl., Sénat, 1916, p. 833). La proposition est intitulée : « Proposition tendant à protéger contre la dépossession par suite de faits de guerre les propriétaires de valeurs mobilières françaises autres que celles visées par la loi du 4 avril 1915 ». Il s'agit des rentes sur l'Etat. « A l'heure actuelle, écrit le Rapporteur, des milliards se trouvent dans les caisses des Etablissements de crédit, en territoires envahis, soit en France, soit en Belgique. La violation de ces dépôts n'aurait pas seulement pour effet de dépouiller nos nationaux; elle fournirait aux Allemands les moyens de poursuivre leur criminelle agression en aliénant les titres, ou en les donnant en nantissement contre de l'or... La loi du 4 avril 1915 ne s'applique pas aux rentes sur l'Etat. Il existe de ce chef une lacune qu'il est urgent de combler, à la fois pour remédier au danger que nous venons de signaler et pour décider les nations étrangères à sauvegarder les légitimes intérêts des propriétaires de valeurs au porteur dépossédés pour faits de guerre ». La proposition de M. FLANDIN repose en définitive, sur des motifs analogues à ceux qui avaient inspiré, en 1915, la proposition de M. Jules ROCHE, proposition sur laquelle la Commission de législation fiscale de la Chambre avait émis un avis défavorable (*J. O. Doc. Parl., Chambre*, 3 juillet 1915, p. 743).

Quelles sont les mesures proposées par M. FLAN-

DIN? Il donne aux propriétaires légitimes dépossédés de leurs titres de rentes restés en pays envahis le droit de les faire annuler en les échangeant contre des certificats non négociables, les dits certificats susceptibles d'être délivrés à tout propriétaire justifiant de son droit sur le titre. En outre, une publicité est organisée pour faire connaître l'annulation des titres. Il ne suffit pas, en effet, de subordonner l'annulation du titre à une justification sérieuse du droit de propriété du propriétaire dépossédé; il est en outre nécessaire de ne porter aucune atteinte aux droits des tiers porteurs de bonne foi, qui se seraient rendus acquéreurs des titres à une époque antérieure aux mesures de publicité prises pour informer le public de l'annulation du titre.

La prise en considération de la proposition de loi de M. Etienne FLANDIN a été décidée à l'unanimité par la Commission d'initiative parlementaire du Sénat. Nous ne pouvons prévoir l'accueil que lui réservera la Commission des Finances de la Haute Assemblée à laquelle la proposition a été renvoyée. Le principal argument qui pourrait s'opposer au succès de cette proposition demeure toujours le crédit de l'Etat, la nécessité pour les coupons des rentes de circuler comme une monnaie, sans que cette circulation soit entravée par aucun obstacle. Mais cette considération ne doit-elle pas plier devant le respect de la justice et de l'égalité, qui commande

de couvrir d'une protection identique les malheureuses victimes des dégradations allemandes (Cf en sens contraire l'opposition manifestée encore en juillet 1915 par le Ministre des Finances contre la proposition de M. Jules ROCHE, ci-dessus analysée (*J. O. Déb. Parl. Chambre*, 21 juillet 1915, p. 1128)?

§ 4. — *Portée générale de la loi de 1915, quant aux causes de la dépossession*

La loi vise la dépossession par suite de faits de guerre. La proposition initiale de M. Jules ROCHE envisageait plus justement le lieu de situation des titres : elle partait de l'idée que, quand les titres sont dans un pays envahi par l'ennemi, ils sont menacés du risque de disparition; cette disparition pouvant être due à un vol ou à une perte même indépendants du fait de l'ennemi, et résultant par exemple d'une soustraction ou d'un incendie auxquels les envahisseurs peuvent demeurer complètement étrangers. Dans son titre définitif, la teneur de la loi a été légèrement modifiée; elle parle des *faits de guerre*, mais il est évident qu'elle a le même sens que la proposition initiale; elle accorde sa protection aux propriétaires des titres qui, se retirant devant l'ennemi, ont laissé leurs valeurs sur le territoire envahi, et qui, ignorant ce qu'elles sont deve-

nues, se trouvent ainsi dans l'impossibilité de retirer les avantages normaux de leurs titres.

Les événements de guerre visés par la loi comme de nature à justifier sa protection doivent être entendus dans un sens très large, et seront notamment les suivants (voir à ce sujet M. WAHL, *article cité*, n° 149, p. 758) : 1° incendie, bombardement, occupation d'une maison contenant des titres, soit par l'ennemi, soit par nos soldats, car, dans les deux cas, l'action n'a eu lieu qu'en raison de la guerre; 2° incendie, bombardement ou occupation d'un Etablissement de crédit, dans le Nord ou l'Est, louant au public des coffres-forts où se trouvaient les titres, ou ayant en dépôt les titres; 3° occupation, destruction ou incendie d'Etablissements de crédit belges dans lesquels se trouvaient des titres placés soit en dépôt dans les coffres-forts, soit en dépôt libre ou en nantissement; 4° titres confiés sous les mêmes formes à des Banques d'un pays ennemi et qui ne s'y retrouvent pas; 5° titres qui avaient été envoyés à un Etablissement d'un pays ennemi pour un renouvellement de coupons, en amortissement, et qui n'ont pas été rendus; 6° titres égarés dans le transport en pays ennemi, ou provenant des pays ennemis; 7° titres égarés dans un transport en France, en raison du trouble apporté aux communications par l'état de guerre.

L'idée essentielle de la loi n'est pas douteuse;

elle a voulu protéger les propriétaires de valeurs mobilières contre la dépossession résultant de faits de guerre. Mais les faits de guerre ne sont pas seulement ceux qui se produisent dans les régions envahies; le théâtre de la guerre a pu s'étendre sur d'autres lieux; par exemple, dans une ville, que n'a pas atteinte l'armée ennemie, un bombardement à longue distance a pu détruire les immeubles et en même temps détériorer les titres qu'ils contenaient. Dans ce cas, la protection de la loi sera également accordée au propriétaire dépossédé. En un mot, la loi doit être appliquée d'une manière aussi large que possible; et elle protège les propriétaires dépossédés même quand leurs titres ont été laissés par eux en pays ennemi, par exemple, déposés dans une Banque allemande ou autrichienne; l'incertitude sur le sort du titre, la crainte qu'il ne soit spolié, est suffisante pour légitimer l'intervention de la loi nouvelle (en ce sens WAHL, *article cité*, n° 150 *in fine*).

Il en résulte que la loi de 1915 a une portée plus étendue que celle des lois de 1872 et de 1902. Au lieu de viser seulement les titres dont la perte ou le vol sont certains, la loi de 1915 concerne tous les titres que le propriétaire est dans l'impossibilité de représenter par suite des événements de guerre (art. 2 de la loi). Le fait que le propriétaire n'est plus en mesure d'exhiber les titres ou les coupons pour avoir droit au service des intérêts ou au remboursement du capi-

tal lui assure le bénéfice de la réglementation nouvelle.

§ 5. — *Abréviation et simplification des formalités*

La raison d'être des modifications très sensibles apportées aux lois du 13 juin 1872 et du 8 février 1902 est de rendre plus rapide et moins coûteuse la procédure permettant au propriétaire dépossédé soit de rentrer en possession de son titre, soit d'obtenir le service du titre, comme si celui-ci n'avait été l'objet d'aucune dépossession due à la guerre. Nous sommes ainsi amené à traiter de la procédure spéciale instituée par la loi de 1915; ce sera l'objet de la Section III ci-après.

SECTION II

LES PERSONNES PROTÉGÉES PAR LA LOI DE 1915

Nous serons bref sur cette question, car nous avons déjà donné à cet égard des indications préalables. De même que la protection de la loi s'applique à la fois aux titres français et aux titres étrangers, de même la loi profite à tout Français ou étranger, car les textes ne formulent aucune distinction à cet égard. Enfin, les dispositions nouvelles concernent non seulement les propriétaires dépossédés, mais les

personnes qui représentent leurs intérêts et même un créancier gagiste qui aurait été dépossédé, par suite de la guerre, de titres antérieurement reçus en gage de leur propriétaire.

SECTION III

LA PROCÉDURE SPÉCIALE INSTITUÉE PAR LA LOI DU 4 AVRIL 1915

Le caractère saillant de cette procédure consiste en ce que les notifications susceptibles de protéger les intérêts des propriétaires de titres sont singulièrement simplifiées dans la forme : à l'acte d'huissier, exigé par les lois de 1872 et de 1902, la loi nouvelle substitue une notification par lettre recommandée, envoyée soit à l'Etablissement débiteur, soit au syndicat des agents de change. Cette lettre doit contenir les noms, prénoms, profession, le lieu de résidence actuelle et celui du domicile du déclarant, le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros, et, s'il y a lieu, la date d'échéance du plus ancien coupon exigible, c'est-à-dire du premier coupon détaché. Le déclarant indique aussi les circonstances dans lesquelles ont eu lieu l'acquisition et la dépossession, et il fait élection de domicile dans la localité, c'est-à-dire dans l'arrondissement du siège de l'Etablissement débiteur (notamment

chez un notaire, un avoué ou un huissier). Tel est le minimum de mentions que doit contenir la déclaration.

La lettre recommandée est accompagnée d'une demande d'avis de réception de la Poste. Le destinataire doit, indépendamment de la signature qu'il appose sur l'avis de réception qui lui est présenté en même temps que la lettre par la Poste, accuser réception à l'expéditeur dans les cinq jours au plus tard de la remise de la lettre : telles sont les formalités exigées par l'article 2 relativement à l'avertissement envoyé par le propriétaire dépossédé à l'Etablissement débiteur.

Cette lettre est envoyée à l'Etablissement débiteur en France quand il s'agit de valeurs françaises. En ce qui concerne les valeurs étrangères à l'égard desquelles un service de titres est fait en France, et qui sont d'ailleurs les seules que la loi française puisse régir, la déclaration par lettre recommandée est adressée au siège principal de chacun des Etablissements français qui assurent le service des titres et des coupons de ces valeurs (art. 5). Aucune exception ne doit être faite pour les valeurs, telles que les effets publics Turcs, Austro-Hongrois ou Bulgares, dont le service a été suspendu par suite des hostilités; ce service, en effet, est destiné à reprendre après la guerre (WAHL, *article cité*, n° 156).

Etant donné la substitution d'une simple lettre

recommandée aux oppositions faites par huissier, des précautions devaient être prises pour mettre obstacle à l'envoi de lettres imaginées uniquement en vue de causer un préjudice au propriétaire des titres, ou même adressées par de mauvais plaisants. De là l'exigence de l'article 2, § 7 : la signature de l'auteur de la lettre doit être légalisée par le Maire ou par un officier ministériel quelconque (notaire, huissier, avoué, greffier), ou encore à Paris par un Commissaire de Police, avec certification, par les mêmes personnes, du lieu de la résidence et du domicile du déclarant. La déclaration doit être faite au siège des Etablissements, même s'ils ont été sequestrés comme appartenant à des pays ennemis. Le propriétaire dépossédé n'a pas à s'inquiéter de savoir si sa déclaration est parvenue à un agent de l'Etablissement ou au sequestre; dans les deux cas sa déclaration aura la même efficacité. Si l'Etablissement étranger possède plusieurs succursales, la déclaration relative aux titres devra avoir lieu à la succursale la plus importante; en fait, toute succursale de Banque dans une grande ville a une importance suffisante pour la qualifier à l'effet de recevoir des déclarations de cette nature. Dans la pratique, les propriétaires intéressés auront un moyen facile de se renseigner : l'indication des Etablissements où se fait le service des titres est donné par l'*Annuaire des agents de change*. En outre, le nom de

l'Etablissement chargé de ce service figure fréquemment sur le titre.

La déclaration faite à l'Etablissement débiteur produit l'effet d'une opposition à paiement. Ce n'est point une opposition à durée indéfinie : elle ne vaut, dans la forme simplifiée que lui a donnée la loi de 1915, que pour la durée des hostilités et pendant la période de six mois qui suivra la cessation des hostilités (art. 8 de la loi.) Ces expressions, « *cessation des hostilités* », n'ont rien de précis et sont de nature à susciter des difficultés. S'agit-il de l'armistice ? De la signature des préliminaires de paix ? Ou seulement de la signature du traité de paix lui-même ? Il aurait mieux valu dire que l'application de la loi serait limitée à la durée de la guerre et à la période de six mois qui suivrait la signature définitive du traité de paix. L'article 8 ajoute qu'à l'expiration de ce délai, si le propriétaire n'a pas obtenu satisfaction, il devra recourir à la procédure ordinaire des lois de 1872 et de 1902.

Le propriétaire intéressé doit adresser également une opposition, d'une forme simplifiée, en vue d'empêcher la circulation de son titre, et d'obtenir, comme dans la procédure normale, l'insertion des titres désignés par lui au *Bulletin officiel des oppositions*. Cette opposition à la négociation des titres, qui s'opère, sous l'empire des lois de 1872 et de 1902, au moyen d'une notification par huissier, est également rem-

placée ici par la même lettre recommandée que celle adressée à l'Etablissement débiteur, et dont un double est envoyé, dans les mêmes conditions, par le déclarant au syndicat des agents de change de Paris; la lettre recommandée est accompagnée d'un avis de réception.

Sur le vu de la lettre recommandée, la Chambre syndicale des agents de change publie, dans les quinze jours au plus tard,, au *Bulletin officiel des oppositions*, les numéros des titres dont la dépossession lui a été notifiée (art. 2, § 9). Cette publication a pour but de mettre obstacle à la négociation des titres; toute négociation ou transmission postérieure est sans effet vis-à-vis du déclarant, sauf le recours du tiers porteur contre le vendeur ou les intermédiaires qui n'ont pas tenu compte de l'opposition.

Il résulte de la comparaison de la loi de 1915 et des lois de 1872 et de 1902 que le délai de publication est plus long dans la loi de 1915 que dans celles de 1872 et de 1902. En effet, d'après la loi du 15 juin 1872 (art. 11), la publication doit être faite dans le *Bulletin officiel* le surlendemain, au plus tard, de l'exploit d'opposition au syndicat; ce délai est porté à quinze jours par la loi nouvelle. Le législateur de 1915, prévoyant l'afflux des déclarations, émanant d'une foule de propriétaires dépossédés, a pensé qu'un délai supplémentaire serait nécessaire

pour permettre au syndicat d'effectuer les publications demandées.

Ce n'est pas seulement quant à la forme et quant au délai que la procédure instituée par la loi nouvelle diffère de celle établie par les lois de 1872 et de 1902; une divergence considérable apparaît, quant au mécanisme entre ces deux séries de dispositions législatives. D'après les lois de 1872 et de 1902, c'est l'opposition à circulation qui apparaît comme le pivot du système de protection instituée par le législateur de cette époque au profit du propriétaire dépossédé. Si l'opposition à circulation n'a pas été faite, si elle n'est pas la première dans l'ordre chronologique, l'opposition au paiement qui serait demandée au guichet de l'Etablissement débiteur, ne produirait aucun effet. D'autre part, lorsque l'opposition à négociation cesse de produire ses effets, par exemple pour défaut de renouvellement de la publicité au *Bulletin officiel*, l'opposition à paiement devient immédiatement inefficace. Cette solidarité si étroite entre les deux oppositions, établie par la loi de 1902, n'est plus maintenue dans le système législatif inauguré en 1915. La loi de 1915 ne subordonne plus la validité de l'opposition à paiement à la préexistence et au maintien de l'opposition à négociation. En tout cas, dans l'ordre des formalités à observer, le propriétaire protégé doit commencer par l'opposition à paiement, et c'est le

double de la lettre d'opposition à paiement qui est notifié au syndicat des agents de change. Cette seconde lettre doit également être recommandée, avec avis de réception, sans que la recommandation et l'avis de réception aient un caractère indispensable (WAHL, *article cité*, n° 160). Le déclarant doit, en outre, joindre à l'expédition du double une lettre d'envoi revêtue de sa signature; ceci dans le but d'éviter des déclarations dépourvues de fondement, et destinées seulement à nuire au véritable propriétaire des titres.

Les formalités précédentes constituent le minimum des obligations à observer par les personnes que vise la loi de 1915, en vue de sauvegarder leurs droits. Mais, dans certains cas, ces personnes peuvent être tenues d'observer des formalités supplémentaires, et, à cet égard, il convient de distinguer avec la loi, suivant que les titres ont été déposés dans une Banque ou chez un officier public ou ministériel, ou suivant qu'il n'y a pas eu de dépôt. Cette distinction présente de l'importance, d'abord au point de vue de l'opposition à paiement, en ce sens que, si les titres au porteur ont été déposés dans une Banque, le récépissé du dépôt de ces titres doit être joint à la déclaration exigée par l'article 2 (Cf. l'art. 3. Mais elle offre de l'intérêt surtout en vue de préparer, pour le propriétaire dépossédé, le service futur du titre, le versement des dividendes ou des inté-

rêts ou même du capital, qu'il est intéressé à recevoir. Dans la procédure normale des lois de 1872 et de 1902, le propriétaire qui a procédé à l'opposition à circulation et à l'opposition à paiement, peut être autorisé, moyennant certaines conditions, à demander les paiements d'intérêts ou de dividendes afférents à son titre. Ces conditions sont les suivantes : il faut une autorisation du Président du Tribunal, un nantissement ou une caution fournis à l'Etablissement qui va effectuer le versement de manière à assurer la restitution des sommes payées à un opposant qui ne serait pas le légitime propriétaire du titre ; enfin, il faut attendre l'expiration d'un délai de trois ans pendant lequel l'opposition n'est pas contredite (trois ans à partir du jour où le coupon a été mis en distribution). Moyennant ces formalités, l'Etablissement débiteur est bien libéré ; seulement, en cas de paiement à un non propriétaire, l'action en répétition est efficacement conservée au véritable propriétaire du titre, et peut s'exercer utilement grâce à la nécessité de la caution.

La loi nouvelle simplifie et abrège ces formalités. Elle est destinée, en effet, à venir en aide à beaucoup de propriétaires qui ont perdu, par suite de la guerre, une fraction très importante de leur avoir, et pour qui l'encaissement régulier des coupons de leurs valeurs mobilières est particulièrement important et précieux. Il fallait donc à tout prix simplifier et

accélérer la procédure préalable à ce paiement; la législation de 1872 et de 1902 était nettement insuffisante dans la circonstance. Seulement, pour se rendre compte des abréviations et des facilités accordées, il est indispensable d'examiner séparément le cas où les titres ont été déposés chez un officier public ou dans une Banque et celui où ils ne sont pas représentés par un certificat de dépôt.

I. — *Pour les titres représentés par un certificat de dépôt dans une banque ou chez un officier public ou ministériel* (art. 3), le déclarant produit à l'Etablissement débiteur le certificat ou le récépissé constatant ce dépôt. A défaut de récépissé, il produit une attestation de la banque ou de l'officier public dépositaire, établissant formellement le dépôt, par le déclarant, des titres dont il s'agit et l'absence de retrait depuis la déclaration de guerre. L'Etablissement débiteur peut toujours réclamer la justification de l'existence ou de l'identité de la Banque ou de l'officier public ou ministériel dépositaire (art. 3).

II. — Mais il est possible *que les titres n'aient pas fait l'objet d'un dépôt*, ou que, s'ils ont été déposés dans une Banque ou chez un officier public, *le propriétaire ne soit pas en mesure de représenter le récépissé ou l'attestation de la banque dépositaire*. Alors, pour obtenir son paiement, le déclarant doit produire à l'Etablissement débiteur une attestation

motivée émanant d'un magistrat. Ce magistrat sera le juge de paix de la résidence actuelle du propriétaire dépossédé, si le montant des coupons à toucher n'excède pas trois cents francs. Devant lui, le demandeur doit justifier, par tous les moyens possibles, de sa propriété sur le titre (art. 4); mais il est évident que, dans la pratique, le juge de paix sera obligé de se montrer tolérant, parce qu'il sera la plupart du temps difficile au déclarant d'établir exactement le bien fondé de sa propriété. En cas de refus par le juge de paix, le propriétaire peut solliciter, sur requête adressée au Président du Tribunal civil une ordonnance lui permettant de toucher ses coupons. Au dessus de trois cents francs, le Président du Tribunal civil est seul compétent, et sa décision est sans appel (en supposant que le montant des coupons à payer soit supérieur à 300 francs).

L'autorisation d'encaisser les coupons est donc simplifiée en ce que, pour les sommes peu importantes, elle peut émaner du juge de paix; en outre, la caution prévue par l'article 4 (§ 1 et 2) de la loi du 15 juin 1872, modifié en 1902, présente un caractère facultatif sous le régime de la loi de 1915, tandis qu'elle était obligatoire d'après les lois précédentes. C'est une pure question d'appréciation du juge de paix ou du Président du Tribunal, suivant les cas. En tous cas, l'attestation du magistrat est remise à l'Etablissement débiteur en expédition;

par suite, la minute de l'attestation judiciaire demeurant déposée au greffe, le greffier pourra délivrer autant d'expéditions qu'il y aura d'Etablissements distincts compris dans le document.

Quels sont les effets de ces formalités?

I. — En cas de titres représentés par un certificat de dépôt ou dans une banque ou chez un officier public.

1^o Les intérêts ou les dividendes échus sur les titres pourront être payés au déclarant après trois mois écoulés depuis leur échéance, si personne, dans cet intervalle, ne s'est présenté, en invoquant la qualité de légitime propriétaire, aux guichets de l'Etablissement débiteur.

2^o Les paiements ainsi faits libèrent l'Etablissements débiteur, et le vrai propriétaire, s'il se présente, n'a de recours que contre le déclarant, et, le cas échéant, contre la banque ou l'officier public dépositaires (en cas de faute commise par eux), mais non contre l'Etablissement débiteur (art. 3, 3^o). L'attestation du dépôt dans une banque ou chez un officier public ou ministériel constitue donc une garantie des droits du légitime propriétaire au cas où l'opposant aurait fait une déclaration mal fondée; il convient, en outre, de remarquer que le paiement est notablement simplifié au profit de l'opposant; il n'a besoin ni d'une autorisation du tribunal civil, ni de fournir caution; ce qui représente

autant de différences avec le droit commun. L'existence de l'Etablissement de crédit ou de l'officier public dépositaire peut, en raison de leur responsabilité éventuelle, être considérée comme remplaçant la caution.

3^o Si un tiers se présente pour encaisser les coupons ou les dividendes avant le déclarant, l'Etablissement débiteur ne peut payer les intérêts ou les dividendes (ni, bien entendu, le capital), à ce tiers porteur des titres ou des coupons. L'Etablissement débiteur doit provisoirement, comme dans la procédure normale des lois de 1872 et de 1902, retenir ces titres ou ces coupons en échange d'un récépissé remis au porteur. Puis l'Etablissement débiteur avertit le déclarant; un procès s'engage alors sur la propriété des titres entre le déclarant et le tiers, et les effets de l'opposition restent suspendus jusqu'à la date de la décision judiciaire, ou de la solution amiable du litige entre le déclarant et le tiers porteur. Si le titre ou les coupons payés sont ultérieurement retrouvés, la Banque dépositaire, l'officier public ou ministériel dépositaire, ou le déclarant, sont tenus de les remettre à l'Etablissement débiteur, pour qu'il ne soit pas procédé à un second paiement. S'ils ne sont pas retrouvés, le déclarant doit observer les formalités de l'article 8 (exigées pour le cas de dépossession). Dans les six mois qui suivront la fin de la guerre, la Ban-

que ou l'officier public dépositaire, et le déclarant, devront faire le nécessaire pour que les titres non retrouvés soient juridiquement annulés. Ils procéderont à des publications destinées à purger le titre des droits des tiers.

II. — Au cas où les titres n'ont pas fait l'objet d'un dépôt, ou en l'absence de récépissé, et si l'intéressé a obtenu une attestation du juge de paix ou une ordonnance du Président du Tribunal civil sur requête, attestations délivrées sur papier libre et sans frais (art. 4, § 3), au moins ceux domiciliés ou résidants en pays envahi, les dividendes et les intérêts sont payés au déclarant lorsque trois mois se sont écoulés depuis l'échéance de chaque coupon, si personne ne s'est présenté pendant ce délai, comme propriétaire des titres ou des coupons aux guichets de l'Etablissement débiteur. Il y a donc abréviation du délai, même dans ce cas, puisqu'il est de trois mois, comme dans la première hypothèse, et non de trois ans, comme le voudrait le droit commun.

Les paiements effectués dans ces conditions sont libératoires pour l'Etablissement débiteur et le tiers porteur n'a qu'une action personnelle contre le déclarant, et, le cas échéant, contre la Banque ou l'officier public dépositaires. Toujours comme dans la première hypothèse, si, avant le paiement au déclarant, la prétention d'un tiers se manifeste sur le titre,

L'Etablissement débiteur avertit le déclarant conformément aux règles de la procédure normale des lois de 1872 et de 1902. Enfin, de même que dans la première hypothèse, si le déclarant retrouve plus tard ses titres ou ses coupons, il doit les remettre à l'Etablissement débiteur et ils sont destitués de toute efficacité juridique.

Malgré toutes les précautions prises, une opposition peut être faite sans droit. Le déclarant pourra naturellement en obtenir la mainlevée, mais alors en se conformant aux règles très simples de la procédure ordinaire de la loi du 8 février 1902 (art. 17). Telle est la disposition de l'art. 7 de la loi de 1915. Le porteur du titre frappé d'opposition poursuivra la mainlevée de cette opposition en sommant l'opposant d'avoir à introduire, dans le mois, une demande en revendication, qui sera portée devant le tribunal civil du domicile du porteur actuel du titre. Il n'y avait pas lieu de changer cette procédure, très facile à suivre, et elle s'applique même à l'occasion de la nouvelle loi.

Le propriétaire dépossédé de titres nominatifs ou au porteur subit un double préjudice et doit poursuivre en conséquence une double réparation : d'abord la continuation provisoire du service de son titre; ensuite le remplacement du titre dont il a été dépossédé par un titre nouveau susceptible

de lui procurer les mêmes avantages que l'ancien. Nous avons vu comment la loi du 4 avril 1915 avait pourvu à la satisfaction du premier intérêt; voici maintenant comment elle a protégé le second.

Le système inauguré en 1915, qui se justifie pendant toute la durée des hostilités, et même pendant six mois après leur fin, ne peut pas cependant durer indéfiniment, une loi exceptionnelle, motivée par les circonstances, ne pouvant pas régir une situation redevenue normale. En conséquence, d'après l'article 8, dans les six mois après la cessation des hostilités, le déclarant ayant recouru à la nouvelle loi devra observer les formalités ordinaires pour continuer à sauvegarder ses intérêts, et il sera tenu de faire, dans la forme des lois de 1872 et de 1902, une opposition régulière tant au syndicat des agents de change de Paris qu'à l'Etablissement débiteur français, ou chargé en France du service des titres étrangers. Puis, dans le mois suivant l'expiration de ce délai, le syndicat des agents de change devra organiser la publication d'un *Bulletin spécial des oppositions* frappant des titres à raison de la guerre. Dans le mois de la notification de l'opposition conforme aux lois de 1872 et de 1902, les numéros frappés d'opposition par les propriétaires devront y être publiés.

Or, cette publication produira un effet capital et bien plus considérable que celui des lois de 1872 et de 1902. D'après l'article 8, § 3 de la loi de 1915,

toute personne prétendant avoir des droits sur les titres frappés d'opposition est mise, par cette publication, en demeure de les faire valoir; le législateur de 1915 a organisé ainsi une véritable procédure de purge à l'encontre des droits contraires à ceux du déclarant. Si personne n'a fait valoir de droits sur les titres dont il s'agit, au cours des deux années qui suivront la publication au *Bulletin spécial*, le propriétaire ayant fait une opposition régulière pourra exiger de l'Etablissement débiteur, soit le capital du titre devenu exigible, soit la remise d'un duplicata substitué à l'ancien titre frappé de déchéance, avec tous les droits et la négociabilité attachés à cet ancien titre, qui, lui-même, est publié au *Bulletin spécial* (art. 8, § 4, 5 et 8). Ainsi le paiement du capital et la remise d'un duplicata, sont obtenus à l'expiration d'un délai abrégé (deux ans), au lieu du temps considérable (dix ans) imposé par le droit commun (loi du 15 juin 1872, art. 15). L'abréviation du délai nécessaire pour obtenir un duplicata est ici des plus légitime, car la cause de la dépossession n'est pas une circonstance quelconque exigeant, pour qu'il lui soit porté remède, des justifications et des précisions rigoureuses; c'est la guerre qui a privé les intéressés d'une partie de leurs ressources, ce sont des faits de guerre qui constituent la dépossession, et cette situation spéciale impliquait la nécessité de restituer le plus

tôt possible le propriétaire dans la plénitude de ses droits.

Le public est donc averti de la déchéance qui atteint les titres primitifs et qui est publiée dans le *Bulletin spécial*. Le paiement du capital et la délivrance du duplicata sont libératoires pour l'Etablissement débiteur, et le tiers qui, après ce paiement ou cette délivrance, représenterait le titre primitif et déchu, ne posséderait qu'un recours personnel contre l'opposant, pour le cas où l'opposition aurait été faite sans droit. Les mêmes formalités seront accomplies, à toutes fins utiles, pour les valeurs étrangères. L'opposition sera faite au syndicat des agents de change et au siège principal des Etablissements français chargés du service qui aviseront l'Etat ou l'Etablissement étranger et lui transmettront un exemplaire du *Bulletin spécial*, contenant la publication (art. 8 § 9).

Enfin, tout propriétaire dépossédé qui n'aurait pas eu recours aux premières formalités de la loi du 4 avril 1915 (celles s'appliquant pendant la guerre et les six mois qui suivront), et ensuite à celles qui viennent d'être indiquées, n'aurait que la ressource d'utiliser le droit commun, c'est-à-dire les lois de 1872 et de 1902.

Si, au cours des deux années qui suivront la publication au *Bulletin spécial*, un tiers présente à l'Etablissement débiteur le titre primitif frappé

d'opposition, cet Etablissement retiendra provisoirement le titre contre récépissé, et avertira l'opposant par lettre recommandée. Les effets de l'opposition demeureront alors suspendus jusqu'à ce qu'une solution amiable ou judiciaire intervienne sur le litige entre l'opposant et le tiers porteur (art. 8, § 7).

Si, à l'expiration de ce délai de deux ans, le tiers porteur ne justifie pas avoir fait valoir ses droits, l'opposition est confirmée et produit définitivement tous ses effets.

Telles sont les simplifications et abréviations qui caractérisent la procédure générale de la loi de 1915 et la mesure dans laquelle les formalités spéciales de la loi nouvelle se combinent avec les règles ordinaires des lois de 1872 et de 1902.

SECTION IV

LES FAVEURS PARTICULIÈRES ACCORDÉES A CERTAINS PROPRIÉTAIRES DÉPOSSÉDÉS

D'après les articles 9 et 10, certains propriétaires dépossédés bénéficient de l'exonération générale des droits de timbre et d'enregistrement, des frais et des émoluments de la part du syndicat des agents de change et des officiers ministériels requis. Mais l'article 10 réserve expressément le bénéfice de cette

immunité aux propriétaires dépossédés qui avaient leur domicile ou leur résidence dans les pays envahis ou pillés par l'ennemi. La faveur consiste donc en ce que la gratuité de la procédure n'est pas accordée indistinctement à tous les propriétaires, mais uniquement aux propriétaires dépouillés qui avaient leur domicile ou leur résidence en pays envahis. La raison de cette restriction a été que le législateur a voulu frapper d'une sorte de sanction ceux qu'il jugeait suspects de s'être rendus coupables d'évasion fiscale. En d'autres termes, le législateur est parti de cette idée que tous les Français qui déposent leurs titres dans des banques belges ont été inspirés par le désir d'échapper à l'impôt sur le revenu, institué à la veille de la guerre (loi du 15 juillet 1914).

Mais, d'abord, cette présomption, comme toutes les présomptions, est loin d'être toujours conforme à la réalité; de plus, il nous semble que l'heure était mal choisie pour établir des catégories entre les Français et pour songer à frapper d'une sorte de peine des victimes de la calamité commune. Quoiqu'il en soit, après d'assez longues discussions, auxquelles nous avons fait précédemment allusion, la distinction formulée par l'article 10 a été adoptée par le législateur. En tout cas, les dispositions de la loi à cet égard valent certainement mieux que certaines conceptions émises pendant la discussion, et qui allaient jusqu'à refuser toute protection aux

Français ayant déposé leurs titres en Belgique (Chambre, 4 mars 1915, *J. O.* du 5, pp. 284 et suiv.).

Voici maintenant l'application pratique de la distinction : 1^o Le porteur a son domicile ou sa résidence dans les régions envahies; en pareil cas, tous les actes et formalités sans exception, auxquels donne lieu l'application de la loi, seront exempts de tout droit de timbre, d'enregistrement et de frais de toute nature, tant de la part du syndicat des agents de change que des officiers ministériels requis à cet effet. Le plus grand avantage pratique résultant de cette immunité, c'est que les intéressés peuvent, par dérogation aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872, modifié par l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, énoncer les effets publics des gouvernements étrangers et les valeurs mobilières étrangères non abonnées à la taxe du timbre, dont ils ont été dépossédés, dans les actes ou écrits soit publics, soit privés, faisant partie des procédures spéciales organisées par la loi nouvelle, sans que cette énonciation rende exigible le paiement des droits de timbre sur ces titres et par suite, oblige les parties à insérer dans l'acte ou l'écrit, sous peine de l'amende de 5 %, les mentions relatives à ce paiement.

2^o Le propriétaire qui a son domicile ou sa résidence dans une région de la France non envahie ne bénéficie pas des dispositions de faveur instituées par l'article 9; par suite, les actes et les formalités,

auxquels il est obligé de recourir pour protéger ses droits ne sont ni gratuits ni affranchis des droits de timbre et d'enregistrement.

Notamment, au cas où ces propriétaires ignorent si leurs titres sont timbrés et si la mention de la perception du droit de timbre figure sur les titres, ils devront, à notre avis, faire timbrer les titres par déclaration au bureau de l'enregistrement, pour énoncer cette déclaration dans la lettre qui constitue, à leur profit, l'opposition à paiement ou l'opposition à négociation. L'absence d'indication à cet égard ou de déclaration exposerait le déclarant à une amende de 5 % en principal de la valeur imposable des titres; mais la déclaration faite et accompagnée du paiement des droits de timbre au bureau du timbre extraordinaire (à Paris, à la Direction de l'Enregistrement, 13, rue de la Banque), met le propriétaire dépossédé à l'abri de toute réclamation du fisc.

Ce ne sont pas les seuls frais qui incombent aux propriétaires dépossédés habitant ou résidant dans les régions de la France non envahies. Ils auront, de plus, à payer à la Chambre syndicale des agents de change, le coût de l'insertion au *Bulletin officiel des oppositions*, soit 0 fr. 50 par numéro de titre et par an. Enfin, le ministère des avoués, obligatoire toutes les fois que le propriétaire dépossédé sollicite sur requête une ordonnance du Président du Tribunal civil, ne sera gratuit que lorsque le propriétaire

dépossédé justifiera qu'il avait son domicile ou sa résidence, au moment de la dépossession, dans un pays envahi ou pillé par l'ennemi. Mais les personnes n'ayant ni domicile ni résidence dans ces régions devront payer à l'avoué les honoraires auxquels il a droit pour son intervention.

SECTION V

L'EXTENSION DE LA LOI DE 1915 HORS DU TERRITOIRE FRANÇAIS

Les mesures prises par la loi ne peuvent régir que les valeurs françaises et les valeurs étrangères dont le service des titres et des coupons est fait par un Etablissement situé en France. Pour les valeurs françaises, la protection instituée par la loi nouvelle sera efficace, car une jurisprudence aujourd'hui incontestée admet que, à leur égard, l'opposition faite en France produit ses effets à l'étranger, en ce sens qu'elle empêche le paiement des coupons, le remboursement du capital, la négociation du titre et toute prétention contraire à la délivrance d'un duplicata au profit de l'opposant, et cela alors même que le porteur du titre à l'étranger serait de bonne foi (Wahl, *article cité*, n° 69). Mais, s'il s'agit de titres étrangers, ils échapperont fréquemment à la protection dont la loi de 1915 a voulu entourer les

propriétaires dépossédés. Ceux-ci peuvent bien avoir pris leurs précautions en France en observant la loi de 1915. Mais, si le titre est négocié dans un pays étranger où des formalités différentes sont exigées par le législateur pour assurer le maintien des droits du propriétaire dépossédé, celui-ci, malgré son observation minutieuse de la loi française, verra sa réclamation échouer, s'il la porte devant un tribunal de ce pays étranger. En un mot, les meubles étant soumis à la loi de leur situation effective, le propriétaire dépossédé qui veut sauvegarder ses intérêts à l'étranger doit se conformer aux dispositions de la loi étrangère de l'Etablissement débiteur et gouvernant les rapports de celui-ci soit avec le propriétaire, soit avec les tiers porteurs, car cet Etablissement débiteur ne peut donner suite à l'opposition que dans la mesure où sa propre loi l'y autorise, elle seule pouvant lui assurer une libération valable (voir notamment note de M. Wagner, sous un arrêt de la Cour de Chambéry du 24 novembre 1909, S. 10.2.225; voir aussi S. 1914.4.15). Or, beaucoup de valeurs étrangères possédées par des Français peuvent échapper ainsi à la protection de la loi; on a dit, lors de la discussion au Sénat que les créances de la France sur le monde entier se chiffrent par 40 ou 50 milliards; or les Allemands, dans les pays envahis, se sont emparés d'une quantité considérable de ces valeurs, et ils peuvent très faci-

lement les négociers, puisque, n'ayant pas besoin pour cela de passer par notre marché, ils ne sont pas arrêtés par les mesures que la loi de 1915 a prises pour sauvegarder les intérêts des légitimes propriétaires.

Etant donné l'importance des valeurs internationales, et le fait que beaucoup de sociétés étrangères n'ont pas de représentant chez nous, il apparaît de plus en plus que la véritable efficacité de la protection des porteurs de titres dépossédés pour faits de guerre est subordonnée à l'adoption générale, par les pays alliés et même par les pays neutres, puis, après la paix, par les pays ennemis, de règles analogues à celles qui ont été instituées en France. Dès le 4 mars 1915, (*J. O.* du 5, Chambre,, *Déb. Parl.*, p. 289), le Ministre des Finances annonçait que des négociations étaient engagées en vue de la création d'un *Bulletin international des opérations*, dont l'institution aurait une extrême importance : l'insertion dans ce Bulletin produirait en effet dans tous les pays adhérents à sa création les conséquences qui sont attachées aujourd'hui en France à l'insertion au *Bulletin officiel*, et empêcherait la négociation des titres. Les négociations auxquelles faisait allusion, en mars 1915, le Ministre des Finances, ne semblent avoir obtenu quelque résultat qu'en Angleterre, cette puissance ayant déclaré qu'elle avait interdit en Bourse la négociation des titres dont on ne justifiait pas l'existence, en Angle-

terre, antérieure au 4 août 1914. (Voir *J. O.* du 21 juillet 1915, p. 1135).

D'ailleurs, la création même d'un bulletin international ne serait efficace que pour prévenir des négociations postérieures à l'opposition, mais serait déstituée de conséquences relativement à l'Etablissement débiteur du titre; celui-ci ne peut, en effet, refuser le service des coupons ou le remboursement du capital que s'il a reçu notification d'une opposition à paiement faite conformément à sa loi nationale.

Le Rapport présenté à la Chambre, par M. Jules ROCHE à ce sujet (*J. O.*, Doc. Parl. Chambre, p. 691 et suiv.) exprimait le désir que le Gouvernement négociât le plus promptement possible avec les puissances alliées et les puissances neutres en vue d'adopter des mesures destinées : 1^o A empêcher sur leur territoire, par la publication des numéros de ces titres : a) La négociation ou la circulation de leurs titres nationaux ou des titres étrangers négociables sur leur territoire, dont les ressortissants des pays alliés auraient été dépossédés par suite des événements de guerre; b) Le paiement des dividendes ou intérêts à tous autres qu'aux propriétaires dépossédés; 2^o A assurer, tant sur leur territoire que sur celui des pays où est fait le service des titres ou coupons, le paiement des dividendes ou des intérêts entre les mains de ces propriétaires dépossédés; 3^o A assurer par une législa-

tion uniforme, l'annulation des titres qui auraient fait l'objet d'une dépossession résultant des événements de guerre, et la délivrance, au profit des propriétaires dépossédés, de titres duplicata ».

C'était là un vaste programme, mais nous venons de voir que les négociations poursuivies par le Ministre des Finances sur l'invitation de la Commission du budget de la Chambre n'ont obtenu que de très modestes résultats.

Signalons, pour en terminer avec l'analyse de la loi de 1915, les *dispositions pénales* instituées par l'article 11. D'après ce texte, la peine portée contre l'escroquerie par l'article 405 du Code pénal (un an à cinq ans de prison, et 50 à 3.000 francs d'amende), sera encourue par toute personne qui, par une déclaration ou une opposition faite ou maintenue de mauvaise foi, aura obtenu ou tenté d'obtenir indûment le paiement des intérêts ou dividendes ou du capital exigible, ou encore la délivrance d'un titre duplicata. Mais les circonstances atténuantes peuvent être accordées. La loi s'est montrée sévère, en appliquant aux déclarations frauduleuses la peine de l'escroquerie; mais cette sévérité se conçoit, à cause de l'abréviation des délais et des facilités accordées par la loi nouvelle aux personnes qui veulent faire une opposition.

CONCLUSION

APPRÉCIATION DE LA LOI DE 1915

La loi de 1915 est, nous l'avons vu, une loi de circonstance, justifiée par les dures nécessités de l'époque présente. Il était indispensable de venir en aide aux propriétaires dépossédés de leurs titres par suite de l'invasion et de fournir rapidement à ces personnes, dénuées de ressources, le moyen de continuer à percevoir les revenus sur lesquels elles comptaient et plus indispensables encore à ceux qui, devant l'envahisseur, ont dû abandonner leurs foyers et chercher asile dans une autre région. Les propriétaires dépossédés, domiciliés dans les départements non occupés par l'ennemi, méritaient une protection analogue, puisque, pour eux comme pour les précédents, la majeure partie de leurs ressources pouvait être constituée par les titres déposés en pays ennemi et dont l'existence est, depuis la guerre, devenue incertaine. Toutes ces raisons impérieuses d'une législation spéciale expliquent les caractères dominants de la loi de 1915, qui cons-

tituent autant de différences de détails avec la législation antérieure de 1872 et de 1902 :

1^o La loi s'applique à la fois aux titres au porteur et aux titres nominatifs, alors que ceux-ci avaient été laissés complètement en dehors des lois antérieures;

2^o Les oppositions à négociation et à paiement, qui exigeaient, d'après les lois antérieures, le ministère d'un huissier, sont valablement faites aujourd'hui par une simple lettre recommandée;

3^o A l'inverse du système antérieur, c'est, actuellement et pendant la durée de la guerre, l'opposition à paiement qui doit être faite la première, car il s'agit avant tout de mettre obstacle à un paiement hâtivement demandé par celui qui s'est approprié le titre; l'opposition à négociation n'intervient qu'en second lieu;

4^o Les délais pour obtenir le paiement soit des coupons, soit du capital, sont notablement abrégés, et les formalités sont simplifiées; il suffit d'un délai de trois mois au lieu de trois ans pour toucher les coupons, et il n'y a pas de caution obligatoirement exigée; quant au paiement du capital et à la délivrance d'un duplicata, ils peuvent être obtenus au bout de deux ans après l'insertion, dans un *Bulletin spécial*, par le syndicat des agents de change, à la fin de la guerre, de l'opposition faite par le propriétaire dépossédé.

Sous l'empire des lois de 1872 et de 1902, les mêmes résultats ne pouvaient être atteints qu'au moyen d'une autorisation du Président du Tribunal civil, de la prestation d'un cautionnement ou d'une caution par l'opposant, et enfin après l'expiration d'un délai de dix ans sans que l'opposition ait été contredite.

Toutes ces simplifications fort appréciables ont été manifestement introduites dans l'intérêt du propriétaire dépossédé, et celui-ci obtient encore un avantage manifeste, au moins quand il avait son domicile ou sa résidence, avant la guerre, dans une région actuellement envahie, par le fait qu'il bénéficie d'une exonération complète de tous frais, applicable aussi bien aux droits de timbre et d'enregistrement qu'à l'insertion au *Bulletin officiel* et aux honoraires de toute nature auxquels les divers actes suscités par la procédure d'opposition auraient donné lieu.

Les deux principales critiques ou lacunes que comporte la loi concernent l'insuffisante protection des propriétaires dépossédés de rentes sur l'Etat et aussi des titulaires de valeurs mobilières étrangères. Nous rappelons, en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, que, dans une certaine mesure, les rentiers dépossédés sont garantis contre les conséquences de la dépossession (Cf. L'avis ministériel inséré au *Journal Officiel* du 24 avril 1915) : moyennant une

déclaration de perte adressée à la Direction de la Dette inscrite, les rentiers dépossédés peuvent faire obstacle aux opérations concernant leurs titres qui seraient demandées au Trésor. La déclaration de perte, adressée à la Direction de la Dette inscrite, est rédigée sur un imprimé, que délivre la Direction, et elle doit mentionner la circonstance de la dépossession, la date de l'acquisition du titre, la caisse où étaient payés habituellement les arrérages, le montant, l'espèce et les numéros, et même, s'il s'agit de rentes amortissables, la série; enfin, l'engagement de prévenir la Dette inscrite au cas où le porteur retrouverait les titres. La Chambre des agents de change tient compte de cette pratique et elle a posé en principe qu'elle ne réglerait pas les clients vendeurs de rentes françaises sur l'Etat, sans avoir vérifié préalablement, au Ministère des Finances, si les titres vendus ne sont pas l'objet d'une déclaration de perte ou de vol de la part de propriétaires dépossédés par suite d'événements de perte ou de vol, ou de faits de guerre. Mais la condition des rentiers dépossédés serait incontestablement meilleure, plus efficacement garantie, si un régime analogue à celui des autres valeurs mobilières était institué à leur profit, et l'on s'explique que, devant l'importance des intérêts à sauvegarder, l'extension de la loi de 1915 ait été à diverses reprises proposée sur ce point (Cf. la proposition de

M. Étienne Flandin, sur laquelle le rapporteur de la Commission du Sénat a émis, le 12 octobre 1916, un avis favorable).

Enfin et surtout, la plus grave lacune de la loi de 1916, c'est l'insécurité qui, avant comme après cette loi, atteint les porteurs de valeurs étrangères. Malgré toutes les précautions qu'ils peuvent prendre en France, malgré leur observation la plus scrupuleuse de la loi de 1915, ils sont toujours exposés à subir une perte définitive, soit par suite de la négociation de leurs titres dans un pays étranger, où sont en vigueur des règles différentes de celles de la loi française, soit en raison du paiement valablement effectué par l'Etablissement étranger débiteur du titre, qui n'est tenu au respect que de sa loi nationale et ne saurait s'arrêter devant les dispositions protectrices de l'épargne, émanant d'une législation étrangère, dispositions peut-être profondément différentes de celles qui sont en vigueur dans le pays de cet Etablissement.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur,

L. LIARD.

VU : *Le Doyen,*

F. LARNAUDE.

VU : *Le Président de la Thèse,*

PIÉDELIÈVRE.

TEXTE DE LA LOI DE 1915

Article premier. — Dans les cas où la faculté de recourir aux lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902 est ouverte à raison d'un événement de la guerre déclarée par l'Allemagne en août 1914, la procédure est modifiée dans la mesure et sous les conditions de la présente loi.

Art. 2. — S'il s'agit de valeurs françaises au porteur, le propriétaire doit aviser par lettre recommandée l'établissement débiteur des circonstances qui le mettent dans l'impossibilité de représenter soit les titres, soit les coupons. Avis de la remise de cette lettre au destinataire doit lui être donné par la poste, et le destinataire doit accuser lui-même réception à l'envoyeur, dans les cinq jours au plus tard de la remise.

Cette lettre contiendra les nom, prénoms, profession, le lieu de résidence actuelle et celui du domicile du déclarant, le nombre, la nature, la valeur nominale, le numéro et, s'il y a lieu, la série des titres, ainsi que la date d'échéance du plus ancien coupon exigible.

Le déclarant indiquera aussi, s'il est possible :

1^o Les circonstances dans lesquelles il est devenu propriétaire des titres et celles dans lesquelles il a été déposé;

2^o L'époque et le lieu où il a reçu les derniers dividendes ou intérêts.

Il fera élection de domicile dans la localité du siège de l'établissement débiteur.

La signature du déclarant doit être légalisée par le maire ou par un officier ministériel, ou encore, à Paris, par le commissaire de police. Le lieu de sa résidence et de son domicile seront certifiés par les mêmes personnes ou établis par toutes pièces et certificats dont l'intéressé a le droit de demander et d'obtenir, sans frais, la délivrance aux autorités compétentes.

La déclaration ainsi faite emporte, pendant la durée des hostilités et les six mois qui suivront leur terme définitif, opposition au paiement tant du capital que des intérêts ou dividendes à toute autre personne que le déclarant. Elle autorise, d'autre part, le déclarant à percevoir de l'établissement débiteur les intérêts ou dividendes exigibles dans les conditions indiquées par les articles suivants :

Un double de la lettre indiquée ci-dessus, et dans les mêmes conditions, est adressé par le déclarant au Syndicat des Agents de change de Paris, qui fait, le quinzième jour au plus tard, la publication prévue par l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par l'article premier de la loi du 8 février 1902.

Art. 3. — 1^o S'il s'agit de titres au porteur mis en dépôt dans une banque, représentés par un récépissé de ladite banque dépositaire, le déclarant doit produire à l'établissement débiteur ce récépissé. A défaut de ce récépissé, il doit produire une attestation de la banque dépositaire établissant d'une manière précise que les titres visés dans la déclaration ont bien fait l'objet d'un dépôt effectué dans ses caisses par le déclarant et que celui-ci ne les a pas retirés ;

2^o Sur la remise de cette pièce signée par lui et après justification, qui pourra être réclamée si besoin est, de

l'existence et de l'identité de la banque dépositaire, les dividendes ou intérêts seront payés au déclarant, après trois mois écoulés depuis l'échéance de chaque coupon, si personne ne s'est présenté pendant ce délai comme propriétaire des titres ou coupons ;

3° Les paiements ainsi faits libèrent l'établissement débiteur envers tout tiers qui se présenterait ultérieurement. Si ce tiers porteur établissait que lesdits paiements ont été faits à son préjudice, il n'aurait qu'une action personnelle contre le déclarant et contre la banque dépositaire ;

4° Si, avant le paiement au déclarant par l'établissement débiteur, les titres ou coupons sont présentés par un tiers audit établissement, il doit provisoirement retenir ces titres ou coupons contre récépissé. Ce dernier doit, de plus, avertir le déclarant, par lettre recommandée, de la présentation des titres ou coupons, en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers porteur. Les effets de la déclaration primitive restent alors suspendus jusqu'à ce qu'une solution amiable ou judiciaire soit intervenue entre le déclarant et le tiers porteur ;

5° Si les coupons représentant les dividendes ou intérêts payés au déclarant sont ultérieurement retrouvés, la banque dépositaire et le déclarant seront tenus de les remettre à l'établissement débiteur. S'ils ne sont pas retrouvés, le déclarant devra accomplir les formalités prévues par l'article 8 de la présente loi pour le cas de dépossession ;

6° Dans le cas où les titres auraient été déposés chez un officier public ou ministériel, les dispositions précédentes sont également applicables ;

7° Il n'est dérogé en rien aux dispositions des articles 1915 à 1946 du Code civil.

Art. 4. — Pour les titres qui n'ont pas fait l'objet d'un

dépôt ou pour les titres qui, ayant fait l'objet d'un dépôt, ne sont plus représentés par un récépissé ni par aucune attestation de la banque dépositaire, le déclarant doit produire à l'établissement débiteur une attestation motivée délivrée par le juge de paix de sa résidence actuelle ou de son domicile, auquel il aura fourni, par les indications mentionnées dans l'article 2, ou par tous autres moyens, les justifications de son droit de propriété. En cas de refus de cette attestation, le déclarant peut saisir le président du Tribunal civil, qui statuera par ordonnance rendue sur simple requête. Ces magistrats peuvent, s'ils le jugent nécessaire, n'accorder leur attestation que moyennant la caution prévue par l'article 4 de la loi du 15 juin 1872 modifiée par la loi du 8 février 1902.

Dans le cas où le montant des coupons à payer s'élève à plus de 300 francs, le président du Tribunal civil est seul compétent pour délivrer l'attestation et il statue comme il est dit au paragraphe précédent.

Sur le vu de l'expédition de cette attestation, qui doit être délivrée sur papier libre et sans frais, les dividendes ou intérêts sont payés au déclarant après trois mois écoulés depuis l'échéance de chaque coupon, si personne ne s'est présenté pendant ce délai comme propriétaire des titres ou coupons.

Les paiements ainsi faits libèrent l'établissement débiteur envers tout tiers qui se présenterait ultérieurement, sauf le recours personnel de ce tiers contre le déclarant dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article précédent.

Si, avant le paiement au déclarant par l'établissement débiteur, les titres ou coupons sont présentés par un tiers audit établissement, il sera procédé conformément au paragraphe 4 du même article 3.

Le déclarant est tenu de remettre à l'établissement débiteur les coupons représentant les dividendes ou intérêts payés, s'il les retrouve ultérieurement. S'il ne les retrouve pas, il devra justifier de l'accomplissement des formalités requises par l'article 8 de la présente loi pour le cas de dépossession.

Art. 5. — S'il s'agit de valeurs étrangères dont le service des titres et coupons est fait en France, la déclaration prévue par l'article 2 de la présente loi est adressée au siège principal de chacun des établissements chargés de ce service.

Ceux-ci, s'il se présente un tiers porteur de titres et coupons, sont tenus de procéder conformément au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente loi.

La déclaration à eux adressée doit être transmise par leurs soins à l'Etat ou à l'établissement étranger qui les a chargés du service des titres et coupons.

Art. 6. — S'il s'agit de titres nominatifs ou de certificats nominatifs de titres au porteur délivrés par l'établissement débiteur, le propriétaire doit aviser cet établissement par lettre recommandée conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente loi.

Il sera procédé, pour le paiement des coupons et pour la délivrance des nouveaux titres ou certificats, conformément aux règles suivies par l'établissement débiteur.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 2 de la loi du 8 février 1902 relative à la procédure de mainlevée des titres au porteur sont applicables dans les cas prévus par la présente loi.

Art. 8. — 1^o Dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités, le déclarant qui aura fait usage des dispositions de la présente loi devra — s'il est dépossédé — faire,

tant au Syndicat des Agents de change de Paris qu'à l'établissement débiteur, une opposition conforme à la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902;

2^o Dans le mois qui suivra l'expiration du délai ci-dessus, les numéros des titres frappés de cette opposition seront publiés dans un bulletin spécial par le Syndicat des Agents de change de Paris;

3^o Par le fait de cette publication, toute personne qui prétendrait avoir des droits sur ces titres est mise en demeure de les faire valoir;

4^o Si dans le délai de deux ans, à partir de la publication du bulletin spécial susvisé, l'opposition n'a pas été contredite, le propriétaire pourra exiger de l'établissement débiteur, soit le paiement du capital du titre devenu exigible, soit la remise d'un titre duplicata;

5^o Les titres primitifs seront frappés de déchéance et seront publiés dans le même bulletin spécial. Le titre délivré en duplicata confèrera les mêmes droits que le titre primitif et sera négociable dans les mêmes conditions;

6^o Le paiement du capital ou la remise du titre duplicata effectué dans les conditions ci-dessus prescrites libère l'établissement débiteur, et le tiers qui, après ce paiement ou cette remise, représenterait le titre primitif n'aura qu'une action personnelle contre l'opposant au cas où l'opposition aurait été faite sans droit;

7^o Si, dans le même délai de deux ans, un tiers présente le titre frappé d'opposition, ce titre sera retenu par les soins de l'établissement débiteur qui en délivrera récépissé et avertira l'opposant par lettre recommandée. Les effets de l'opposition resteront alors suspendus jusqu'à ce qu'une solution amiable ou judiciaire intervienne entre le tiers porteur et l'opposant;

8° Si, à l'expiration de ce délai, le tiers porteur ne justifie pas qu'il a fait valoir ses droits, le titre sera remis à l'opposant ;

9° Les mêmes formalités seront accomplies pour les valeurs étrangères. L'opposition sera faite, en ce qui les concerne, tant au Syndicat des Agents de change qu'au siège principal des établissements faisant en France le service des titres et coupons. Ces établissements devront en aviser les Etats ou établissements étrangers qui les ont chargés de ce service, et adresser aux dits Etats ou établissements la publication spéciale ci-dessus prescrite ;

10° Le déclarant qui remplira les formalités prévues par le présent article continuera à toucher les dividendes et intérêts dans les conditions indiquées par les articles précédents ;

11° Tout propriétaire dépossédé par événement de guerre qui n'aura pas eu recours à la déclaration visée par l'article 2 et n'aura pas, quelle que soit la procédure suivie par lui auparavant, rempli, dans les délais prescrits, les formalités indiquées par ce présent article 8, ne pourra bénéficier de ses dispositions exceptionnelles et il sera soumis aux règles de la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article.

Art. 9 — Les divers actes et formalités prévus par la présente loi sont exempts de tout droit de timbre, d'enregistrement et frais de toute nature, tant de la part du Syndicat des Agents de change que des officiers ministériels requis à cet effet.

Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent ne sont applicables qu'en ce qui concerne les valeurs mobilières,

dont les propriétaires avaient leur domicile ou leur résidence dans les pays envahis ou pillés par l'ennemi.

Art. 11. — Toute personne qui, par une déclaration ou opposition faite ou maintenue de mauvaise foi, aura obtenu ou tenté d'obtenir, soit le paiement des dividendes ou intérêts, ou du capital du titre devenu exigible, soit la délivrance d'un titre duplicata, sera punie de la peine portée contre l'esroquerie par l'article 405 du Code pénal.

L'article 463 du Code pénal est applicable.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

Rappel et Analyse succincte des lois de 1872 et de 1902..	5
--	----------

SECTION I. — Protection des propriétaires déposés de titres au porteur	6
§ 1. — Perte des titres et des coupons..	6
§ 2. — Perte des coupons seuls.....	36
§ 3. — Perte des titres seuls.....	38

SECTION II. — Protection des propriétaires déposés de titres nominatifs	40
--	----

CHAPITRE II

Mesures prises pour remédier à la disparition des valeurs mobilières par suite de la guerre	45
--	-----------

SECTION I. — Les caractères généraux de la loi de 1915	58
§ 1. — Caractère temporaire de la loi....	59
§ 2. — Portée générale, quant aux personnes et quant aux titres, de la loi de 1915	60
§ 3. — Inapplicabilité de la loi de 1915 aux rentes sur l'Etat	68
§ 4. — Portée générale de la loi de 1915 quant aux causes de la dépossession	80
§ 5. — Abréviation et simplification des formalités	83

	Pages
SECTION II. — Les personnes protégées par la loi de 1915	83
SECTION III. — La procédure spéciale instituée par la loi de 1915	84
SECTION IV. — Les faveurs particulières accor- dées à certains propriétaires dépossédés	101
SECTION V. — L'extension de la loi de 1915 hors du territoire français	105
CONCLUSION. — Appréciation de la loi de 1915	111
Texte de la loi de 1915	117

PITHIVIERS. — IMP. DU RECUEIL SIREY. — 10722.

PITHIVIERS. — IMPRIMERIE DU RECUEIL SIREY. — 10722.
